

«Jean Ferrat, vieux Peau-Rouge, qui n'a jamais marché en file indienne».  
D.L. Colaux

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial :

## 1<sup>er</sup> mai de résistances, printemps de luttes ?



La Grèce devenue un simple protectorat allemand sous couvert de l'UE et du parrainage du Fonds Monétaire International : rien ne pouvait être plus illustratif et symbolique des impostures dont on nous abreuve depuis si longtemps. Voilà donc, toute nue, la prétendue «solidarité» de l'Europe communautaire, obligée de faire appel à Washington. Voilà la vérité des nationalismes, non pas ceux des peuples que l'on dénigre si facilement, mais ceux des grandes bourgeoisies qui n'ont d'autre souci que la protection de leurs égoïsmes nationaux. Voilà comment on organise le répit pour les marchés financiers en privant les travailleurs de tout répit et comment, dans ce jeu de vilains, on a la preuve que ce n'est pas la «main invisible du marché» qui règle tout, mais celle, bien visible, de l'État appelé à sa rescousse.

Plus localement, chez nous, l'épisode *Carrefour* montre comment la voracité sans retenue des gros investisseurs s'exerce tranquillement avec la passivité, sinon la complicité, des autorités fédérales et européennes. Un groupe qui organise sa gestion d'affaires par des scissions successives en fonction des rentabilités, cherchant en même temps à scinder les

travailleurs en commissions paritaires distinctes afin d'affaiblir leur capacité de riposte. Et qui retire des fonds importants de sa trésorerie par des mouvements de capitaux afin de pouvoir dire par après qu'il n'a pas de sous pour indemniser ses victimes. C'est donc à plus qu'à de simples erreurs de gestion commerciale, mais à des politiques financières délibérées que les travailleurs sont confrontés et dont la conséquence n'est autre que grossir encore l'armée de chômeurs. Politiques bien plus proches de spéculateurs que de commerciaux, comme ils se prétendent.

Et il y a aussi les autres luttes, celles qui montrent que la victoire est possible lorsque la résignation cède la place à la ténacité dans les combats, celles des travailleurs de *Techspace-Aéro* qui «osent» réclamer de meilleures conditions pour la retraite de travailleurs usés par les logiques productivistes et de lucre des patrons ou, un peu plus tôt, de ceux d'*InBev* confrontés à des investisseurs toujours prêts à profiter des avantages fiscaux octroyés par Reynders et Cie. Tout en licenciant sans scrupules. Contexte qui donne un relief particulier à la présence dans cette édition du 1<sup>er</sup> mai, d'Anne Demelenne, la secrétaire générale

1€

Avril-Mai 2010 - N° 31

L'invitée du DR

Anne Demelenne:  
«Pour un plan de relance éco-solidaire»

Économie

Crise grecque et fiasco européen

Social

Maisons médicales: Accès à la santé pour chacun, projet de société pour tous

Luttes

Carrefour: Solidarité avec les travailleurs!

Réflexion

Europe: Refondation ou repli ?

Débat (suite)

Chute d'un mur et d'un système

de la FGTB qui nous donne son avis sur des thèmes d'actualité du syndicalisme belge et européen.

Vous trouverez également dans cette édition du *DR* la suite du débat politique à propos de la chute du Mur et du système soviétique, suscitée par l'entretien de notre invité du numéro précédent; débat qui s'inscrit dans l'essence même de notre projet d'agitation intellectuelle et journalistique. Enfin, nous faisons hommage à ce grand poète et camarade de la chanson engagée que fut Jean Ferrat en reproduisant des brefs fragments de son œuvre dont celui de sa chanson «*Le bilan*» à propos des pays de l'Est. Homme libre dans son adhésion au projet de société socialiste et intraitable envers les dérives que ce projet a connues dans sa réalisation historique. •

# Anne Demelenne :

## «Pour un plan de relance éco-solidaire»



Wallonne de pure souche et syndicaliste depuis (presque) toujours, Anne Demelenne commence, très jeune, son engagement au sein du SETCA du Luxembourg et n'arrête plus sa longue marche jusqu'au secrétariat général de la FGTB. Face à son interlocuteur communiste, elle met vite les pendules à l'heure en disant clairement qu'elle n'est qu'une réformiste ; «réformisme» qui ne semble pas faire obstacle à une approche politique clairement de gauche, à une démarche tendant à renforcer l'autonomie syndicale vis-à-vis des appareils politiques, surtout lorsqu'ils sont au pouvoir, et à chercher à peser en ce sens dans le syndicalisme européen. Le DR se réjouit de la recevoir dans ses colonnes.

**Drapeau Rouge :** Au lendemain de l'annonce des «restructurations» du groupe *Carrefour*, un éditorialiste de la radio française *Europe 1* disait qu'imposer une mesure si brutale en France était impensable car elle provoquerait des réactions particulièrement violentes des travailleurs, sous-entendant ainsi que le syndicalisme belge n'avait pas la même vigueur qu'outre-Quiévrain. Il ajoutait que «cela fait un petit moment que la Belgique est devenue le maillon faible où le patronat français cherche à résoudre ses problèmes de rentabilité» en faisant mention d'une série de cas, dont celui de Renault-Vilvoorde.

**Anne Demelenne :** Puisque vous me parlez d'un journaliste français, permettez-moi de vous dire que je viens de passer deux journées à la Confédération syndicale européenne (CES) avec des syndicalistes français de la CGT, de la CFDT et de FO, et je ne peux que constater que nous parlons d'une seule voix avec, comme motivation centrale, l'unité du monde du travail parce que nous vivons des situations semblables. Par ailleurs, il ne me semble pas que ce soit le degré de virulence des réactions qui détermine leur efficacité. Quant à la mainmise du capitalisme

français sur des pans importants de l'économie belge, comme la sidérurgie, l'énergie, l'assurance et la banque, absolument d'accord, tout en notant qu'il ne s'agit pas que du capitalisme français : il suffit pour s'en convaincre de regarder la composition des actionnariats. Par ailleurs, *Opel* n'est pas français, ni *InBev*, enjeux de nos luttes récentes. C'est justement ce constat de la diversité des intervenants étrangers propre à la mondialisation qui doit nous pousser à des réponses concertées et unitaires des travailleurs tel que nous tentons de le faire dans le cadre de la CES.

**DR :** Comment se traduit cette conscience de la mondialisation des enjeux ?

**AD :** En fait, ce qui nous pose problème aujourd'hui, c'est la mentalité de certains employeurs, cette logique capitaliste présente non seulement dans les entreprises, mais également sur les marchés financiers et qui fait que des entreprises ou des investisseurs viennent s'installer en Belgique, c'est le cas de *Carrefour*, pour bénéficier des aides publiques ; puis, guidés par leur souci de rentabilité, ils n'hésitent pas à licencier des centaines de travailleurs. Avec *InBev*, c'est le même cas de figure, une entreprise qui, après avoir bénéficié des aides publiques via les intérêts notionnels, n'a pas de remords pour licencier 300 personnes tout en faisant de plantureux bénéfices. D'un côté, l'on profite largement des aides publiques et, de l'autre, on ne s'engage absolument pas pour le maintien de l'emploi. À la FGTB, nous dénonçons sans réserve ces pratiques abusives et nous exigeons du gouvernement que toute aide publique, toute mesure fiscale, soit obligatoirement liée à des engagements pour le maintien et le développement de l'emploi.

Dès lors, pour nous, la fiscalité doit être un outil pour assurer la bonne distribution des richesses et non pas pour servir des intérêts purement spéculatifs, en jouant sur la comparaison des taux et conditions fiscales dans chaque pays. D'où notre opposition frontale à cette

philosophie du «tout au profit», à cette pratique de faire «de l'argent avec de l'argent» au moyen, le plus souvent, de la spéculation financière et non pas à partir d'une activité économique productive. On a perverti le sens original de l'arme fiscale qui avait à l'origine une vocation de redistribution.

**DR:** Sans douter de la pertinence de vos dénonciations, convenons que ces méfaits résultent, dans une grande mesure, des politiques européennes, en particulier de ce programme socio-économique connu comme «la stratégie de Lisbonne». Programme qui a eu le franc soutien de la CES dont vous faites l'éloge sur le plan de la concertation syndicale.

**AD:** Avec beaucoup de nuances!

**DR:** Sans doute, mais comment les travailleurs pourraient-ils saisir une cohérence entre la dénonciation des situations et une certaine complaisance avec les politiques qui sont à l'origine de ces situations?

**AD:** Nous constatons que l'Europe sociale a, malheureusement, beaucoup de retard par rapport à l'Europe économique. Si l'Europe économique existait en tant que gouvernance économique, nous serions déjà heureux au niveau syndical! En mettant en place la libéralisation des marchés, l'UE favorise beaucoup plus l'économie que le social et notre combat à l'intérieur de la CES est évidemment de dénoncer cette politique et ses conséquences dramatiques sur les législations nationales. N'oublions pas que 70 % de la législation des pays est basée sur des directives européennes. Ainsi, nous faisons entendre notre voix, à partir de nos expériences de terrain, au sein de la CES et, à son tour, cette dernière se fait entendre auprès de la Commission européenne et du Conseil. Cela dit, nous devons reconnaître que nous, les syndicats, avons aussi tendance à avoir, très souvent, des logiques venant de nos expériences immédiates, perdant un peu de vue la dimension européenne des enjeux. Nous devons donc balayer devant notre porte en vue d'une construction européenne plus solidaire.

Le cas de la Grèce est, en tout cas, un exemple marquant de ce qui ne doit pas être fait sur le plan de la construction européenne. Elle a eu des gouvernements de droite qui ont dirigé ce pays

n'importe comment, manipulant même les données sur l'état des finances publiques. Il est clair que tout cela s'est fait avec une certaine complicité des institutions européennes, censées vérifier la situation réelle du pays.

**DR:** Complicité, ou pour le moins, convergence avec les fonds d'investissement spéculatifs qui, en plus d'avoir participé au maquillage dont vous parlez, ont financé la «bulle» de l'endettement.

**AD:** S'ajoute à cela, en effet, le jeu de Goldman Sachs. Le problème est que ces financiers en profitent maintenant pour se relancer dans la spéculation, parce que la Grèce a un grand besoin d'argent qu'ils veulent prêter à des taux d'intérêts bien supérieurs à ceux pratiqués sur le marché. Face à tout cela, ce que nous demandons, c'est que l'Europe assume ses responsabilités pour aider ce pays et que la Grèce ne soit pas livrée aux mains des spéculateurs. Nous attendons aussi que l'Europe dise très clairement qu'il ne s'agit pas de faire des coupes sombres dans les dépenses publiques ou de faire des plans de modération salariale dans les services publics, parce que, alors, ce seront les simples gens, déjà victimes de la spéculation, qui vont payer les conséquences. C'est pourquoi nous avons fait à la CES une déclaration de solidarité avec les travailleurs grecs et nous disons que l'Europe a un autre rôle à jouer que celui d'exiger d'assainir les finances ou d'axer toute sa politique sur la stabilité budgétaire.

**DR:** Votre analyse confirme l'irrationalité propre à la gestion capitaliste qui, d'un côté, en modérant les salaires, déprime la consommation et donc compromet la croissance qui est la condition *sine qua non* pour pouvoir payer une dette... qui fut à l'origine de la dite modération. Cercle vicieux et malsain, comme le dit si bien votre slogan «le capitalisme nuit gravement à la santé». Cependant, quand Joseph Monks, secrétaire général de la CES invite les travailleurs à «sauver, avec les bons patrons, le capitalisme de ses excès», n'y voyez-vous pas une certaine contradiction avec votre slogan?

**AD:** Il faut tenir compte du fait que la CES est composée de 82 organisations syndicales affiliées, dont toutes n'ont pas exactement les mêmes sensibilités

politiques progressistes, bien que toutes aient à cœur la défense des intérêts des travailleurs. La fonction d'un secrétaire général dans ces conditions est de chercher le dénominateur commun de manière à ce qu'il puisse faire son travail de représentation du monde du travail auprès la Commission européenne et du Conseil. Il ne m'appartient pas, et cela je ne le ferai jamais, de juger M. Monks: il a été élu démocratiquement. Ce que nous demandons à M. Monks, c'est que, lorsqu'apparaît un consensus suffisamment large au niveau des instances décisionnelles de la CES, dont je fais partie, c'est de faire tout un travail de lobbying, campagne à la clé, pour faire aboutir nos revendications. Pour mener cette campagne, il a besoin évidemment du soutien des organisations syndicales des différents États membres.

**DR:** En quoi consiste, concrètement, cette campagne?

**AD:** À l'heure actuelle, nous travaillons sur des priorités qui me semblent indispensables eu égard à la crise que nous connaissons; une des premières est précisément celle de la régulation des marchés financiers, l'emploi, le niveau de protection sociale, le maintien et le développement des services publics au niveau européen. Pour ce faire, nous souhaitons un plan de relance éco-solidaire (éco à la fois pour économique et écologique) qui puisse développer des activités économiques liées à la protection de l'environnement et envisager la reconversion de certaines industries. Comment financer ce plan de relance? Par une meilleure régulation des marchés financiers, et notamment les spéculatifs, moyennant une taxe sur les transactions financières qui permettrait de dégager les moyens suffisants pour une réelle politique européenne de l'activité industrielle. Elle permettrait des investissements en matière d'infrastructures et des aides des États pour divers programmes, confortant ainsi le rôle de l'État de soutien de la vie économique et sociale. Parallèlement à cela, nous demandons que le niveau de protection sociale soit, non seulement maintenu, mais amélioré et homogénéisé, car nombre de pays de l'UE n'ont pas un niveau de protection sociale convenable. Protection qui, dans notre cas et pour la crise en cours, a joué un rôle déterminant pour que nos populations puissent s'en sortir

## L'invitée du DR

B R È V E S

**La télé publique se porte mal, la notion de service public également**

La VRT (TV publique flamande) vient d'annoncer la suppression de plus de 200 emplois. Côté francophone, à la RTBF, des coupes sombres se préparent également. En attendant, et alors que la télé-réalité a fait insidieusement son apparition via la très coûteuse émission *Mercator*, le journal des enfants (*Les Niouzz*) voit son budget sérieusement raboté et se trouve déclassé sur la très confidentielle chaîne *La Trois*. Après la suppression de *BlaBla* et son célèbre «*cache-cache pub*», c'est une nouvelle véritable émission de service public née il y a 10 ans dans la foulée de l'affaire Dutroux qui est sacrifiée.

**Le retour des milliardaires...**

Le classement 2010 du magazine américain *Forbes* a révélé que Carlos Slim Helù est, désormais, l'homme le plus riche du monde. Évaluée à 53,5 milliards de dollars, sa fortune a été amassée en imposant au Mexique un monopole privé de fait dans les domaines de la téléphonie fixe et mobile. Elle représente plus du double de la somme nécessaire pour éradiquer pendant un an la faim dans le monde affectant un milliard de personnes, selon la FAO. La fortune d'au moins une dizaine d'autres (Gates, Buffet, Mittal, Arnault,...) suffirait également à nourrir tous les affamés de la planète. Par ailleurs, pour la première fois, la Chine continentale devient la deuxième pépinière à milliardaires après les États-Unis, avec 64 membres du club dont 27 nouveaux. En incluant Hong Kong, la Chine compte 89 milliardaires. En Belgique, c'est toujours Albert Frère (367<sup>ème</sup>) qui mène la danse avec environ 3 milliards de dollars de fortune personnelle (plus de 5 milliards d'euros selon *Trends Tendances*).

**... une solution simple**

Le PC prône depuis de nombreuses années un impôt progressif sur les fortunes. Avec un premier palier à 1 % sur les fortunes de plus de 500.000 euros et avec une tranche à 2 % au-dessus de 750.000 euros, l'on pourrait obtenir un rendement théorique de 11 milliards d'euros par an, soit l'équivalent de plusieurs plans *Marshall*.

mieux que les pays à faible protection. Quant aux services publics, nous avons besoin de les renforcer plus que jamais, non seulement pour faire face à la situation de l'emploi, mais aussi par rapport aux services qu'ils donnent à la population en matière de santé, d'éducation, de mobilité. Nous portons ces messages en faveur d'une Europe sociale au sein de la CES et comptons les répéter à M. Van Rompuy qui nous recevra une deuxième fois en deux mois en préparation du sommet social qui aura lieu au printemps.

**DR:** Quid dans cet éventail de batailles de vos propositions de réduction du temps de travail et de création d'une banque publique ?



**AD:** Dans la situation actuelle, on ne peut pas mettre vingt sujets à l'ordre du jour de nos revendications. Comme je vous le disais, nos priorités sont la régulation des marchés financiers, l'emploi et la protection sociale. Bien entendu, ceci implique de prendre une série de mesures comme l'encadrement sévère des bonus et autres largesses dont bénéficient les financiers et dirigeants des grandes entreprises, des politiques nouvelles d'harmonisation fiscale et d'imposition des entreprises. Des initiatives de la FGTB soutenues clairement par les autres syndicats au sein de la Confédération.

Cela dit, nous estimons qu'une politique donnant priorité au volet social favoriserait à la fois une utilisation plus saine des ressources et une meilleure répartition du temps de travail, dans le cadre d'une pratique économique mieux maîtrisée. Nous restons favorables à une politique de croissance; sans augmentation de plus de 2 % du PIB, il n'y a pas de création d'emplois! Mais cette croissance doit tenir compte

des impératifs écologiques, chercher à produire autrement pour consommer autrement. Notre présence à Copenhague s'explique par cette recherche d'alternatives intégrant aux critères de PIB la valeur du bien-être des travailleurs, dont la disposition de plus de temps libre est une des conditions.

**DR:** Depuis sa naissance, la FGTB a toujours été étroitement associée au PS; aux dernières élections, elle a même appelé à voter pour ce parti. Vous semblez incarner une évolution un peu plus autonome. Regardez-vous aussi vers d'autres forces de gauche ?

**AD:** Nous avons appelé à voter pour la gauche et notre approche envers les

partis politiques est une approche d'ouverture guidée par un souci d'efficacité et de cohérence. En ce sens, nous sommes très clairement pour le dialogue avec les partis politiques de gauche, et ce sans exclusive, dans la mesure où nous voulons faire bouger les choses à tous les niveaux de pouvoir. Nous jugeons l'efficacité des politiques à leurs résultats. L'important est que tous les relais de gauche puissent converger avec les objectifs qui sont les nôtres.

**DR:** Nous apprenons la mort de Jean Ferrat, celui qui chantait «*que la montagne est triste*». Les travailleurs également ?

**AD:** Tristes et reconnaissants, car Ferrat a tellement bien parlé des travailleurs, de leurs combats, de leur richesse, avec son militantisme à visage humain. Ce que j'aime chez lui, c'est sa faculté à nous ramener à l'essentiel, au bonheur basé sur des sentiments profonds!

Propos recueillis par  
**PABLO RODRIGUEZ**

# Au-delà de l'odyssée grecque Europe : fiasco économique, guerre sociale

Superbe modèle que notre démocratie de « marché libre et concurrentiel ». Libre, le marché l'est assurément. Intouchable, il met les États sous pression. Il gouverne à la place des gouvernants qui semblent avoir mis la clé sous le paillason. Ceux-ci en sont réduits au rôle de « communicateurs » pour tenter d'enjoliver, de sommet en sommet, d'engagements stériles en contre-vérités, les règles du jeu de hasard dont ils jouent les croupiers. Mais les faits sont les faits et les évidences sont ce qu'elles sont.

Que nous apprend donc la crise actuelle ? Faisons simple :

- ① Nous confions notre argent aux sociétés financières. Celles-ci hasardent les mises qui ne leur appartiennent pas, gagnent ou perdent.
- ② Quand les choses tournent mal, elles se tournent vers les États. Qui leur refilent nos impôts pour prendre en charge les dettes privées au prix d'une forte hausse des dettes publiques.
- ③ Comme il n'est évidemment pas question, pour renflouer les caisses publiques, de se tourner vers les banques, inondées de liquidités et réparties vaquer à leurs habituelles occupations spéculatives avec l'argent bon marché qui leur a été prêté, les États empruntent sur les marchés financiers.
- ④ Ceux-ci exigent, évidemment, des primes de risque proportionnelles au niveau d'endettement des États. Soit de jolis taux d'intérêt. Qui justifient d'infliger des cures d'austérité aux sempiternels dindons de cette farce scandaleuse. Nous.

## Un cas d'école

Simpliste ? La Grèce, en déroute budgétaire, minée par la spéculation, offre un cas d'école. « Outre les aides et les garanties de l'État (28 milliards d'euros), les banques nationales ont bénéficié de conditions de refinancement exceptionnelles auprès de la BCE, avec des taux très bas, autour de 1 %. Avec

*cet argent, elles ont financé la dette publique, mais à des taux d'intérêt très supérieurs, autour de 6 %. Elles ont reconstitué leurs profits en partie, en spéculant sur la dette publique... [Les 27 ont] décidé de faire de la Grèce un exemple de la façon dont les autorités européennes, enfoncées dans un libéralisme et un monétarisme institutionnels, vont contraindre tous les pays à revenir dans les clous du pacte de stabilité »* (Maria Karamessini, professeure d'économie à l'université Panteion d'Athènes). En vertu de quoi, les Vingt-Sept ont mis le pays sous tutelle dans l'espoir d'appivoiser les spéculateurs. Avec cette obligation : revenir, et vite, dans les clous du pacte de stabilité. Voilà donc comment les chefs d'État et de gouvernement européens gèrent la crise : l'argent des États pour les aventuriers de la finance globalisée et sans visage, l'austérité pour les victimes.

## Seul face aux marchés

Le gouvernement socialiste hellène s'est donc engagé à réduire effectivement son déficit budgétaire de 4 % en 2010 et à ramener son déficit à moins de 3 % d'ici à 2012. Ce qui est censé rassurer les marchés financiers mais plongerait de larges pans de la population dans la dèche. La Commission jouera les gendarmes, en liaison avec la Banque centrale européenne et avec « l'expertise technique du Fonds monétaire international », autant de garants du purisme libéral.

Le gouvernement de Georges Papandreou est ainsi laissé seul face aux marchés. Le traité de Lisbonne sera respecté, dont l'article 123 illustre le caractère non solidaire de l'UE. Il interdit à un État d'en aider un autre. « L'Union européenne apporte elle-même la preuve que les principes qui la guident sont ceux qui ont provoqué la crise et qui empêchent d'y remédier [...] ni les États membres ni l'Union en tant que telle ne peuvent faire appel à la Banque centrale européenne pour emprunter les sommes nécessaires

*pour sortir du borbier [...] Drapée dans la fausse vertu de la concurrence, l'Union n'est pas conçue pour construire la solidarité entre vingt-sept pays à des niveaux de développement et de puissance politique très inégaux »,* rappelle Jean-Marie Harribey, économiste et membre du conseil scientifique d'Attac<sup>1</sup>.

La Grèce doit donc lever sur les marchés les milliards d'euros dont elle a besoin en faisant appel aux financiers privés qui ont fait monter vertigineusement le taux d'intérêt des bons du Trésor hellénique. On vérifie ainsi la vacuité des discours officiels sur une « nouvelle architecture financière et monétaire mondiale » et la nécessité d'un « gouvernement économique de l'Union », dès lors que les Vingt-Sept ne veulent pas toucher aux prérogatives des spéculateurs.

## Cochons de pays !

Alors que l'économie vacillait, les États ont joué à plein leur rôle de béquilles du capital et promis de façon fort hasardeuse le retour de la croissance. Pour contraindre Athènes à « faire des efforts », l'Europe la renvoie au bon vouloir des marchés, à « charge » pour ceux-ci de faire un exemple en se sucrant au passage. Mais c'est toute la zone euro qui est fragilisée.

*« À peine un an après avoir sauvé les banques en y consacrant de chaque côté de l'Atlantique des sommes colossales – 25 % du PIB, selon la Banque centrale européenne –, voici les États endettés attaqués par ces mêmes établissements financiers. Telle est l'une des leçons – amères – de la crise grecque, la plus importante qu'ait connue l'euro depuis sa création »,* résumait à la mi-février l'éditorial du Monde.

Le quotidien parisien notait encore que le « rôle des banques dans la crise de l'euro ne s'arrête pas là. Non seulement elles détiennent une grande partie de

la dette grecque, mais elles prètent de l'argent aux fonds spéculatifs (hedge funds), ces fonds qui, dans la plus totale opacité, ont pour objet de spéculer en minimisant les risques».

Il n'y aurait dès lors aucune raison que les choses en restent là. La pression des marchés pèse aussi sur le Portugal et l'Espagne, comme sur l'Irlande, ces pays dédaigneusement rebaptisés «PIGS» («cochons» en anglais) par les Docteurs Folamour des milieux financiers – des établissements respectables qui ont pignon sur rue. La dette extérieure de la Grèce est détenue à 85 % par des investisseurs européens. Celle du Portugal à 86 %, de l'Espagne à 76 % et de l'Irlande à 56 %. Ce qui démontre au passage que l'Europe aurait les moyens d'intervenir sans tondre la laine sur le dos des peuples. Mais ce n'est toujours pas dans l'air du temps. Au Portugal, le premier ministre socialiste José Socrates a gagné la bienveillance de la droite pour imposer l'austérité : *«Le gouvernement assumera, sans hésitation, les conséquences de la nécessité de ramener le déficit dans les limites du pacte de stabilité»*. Mais qui est à l'abri ?

## Et maintenant ?

Sauve qui peut. Chacun pour soi. Fin janvier, réunis au Forum économique mondial de Davos, les grands de ce monde – responsables politiques ou hommes d'affaires – vantaient encore sans rire *«le succès éclatant des interventions politiques de la fin 2008 et de l'année 2009 [qui] ont débouché sur une récession bien plus modérée et plus brève que ce que la plupart des participants redoutaient il y a un an»*. Et maintenant ? *«Deux tâches restent à accomplir sur le plus long terme : la réforme du secteur financier et le rééquilibrage durable de la demande dans l'économie mondiale. Or sur ces deux points, personne n'a pu quitter Davos en étant optimiste»*<sup>2</sup>. Dès lors, *«ce que nous constatons aux États-Unis et peut-être dans d'autres endroits, c'est à la fois un redressement statistique et une récession humaine»*, a reconnu Lawrence Summers, un conseiller économique d'Obama. *«Vu la combinaison d'un chômage élevé et des 'politiques mercantilistes' menées dans certaines régions du monde, il est difficile de défendre politiquement, et peut-être même intellectuellement, le commerce*

*libéral. À moins que le redressement s'avère beaucoup plus vigoureux que prévu, le chômage restera élevé dans les pays occidentaux, avec tous les dangers politiques que cela comporte»*<sup>3</sup>.

Les sept pays les plus riches de la planète (États-Unis, Canada, Japon, France, Italie, Royaume-Uni et Allemagne) cumulent 22.000 milliards d'euros de dette publique sur un fond de croissance molle (1 %), de chômage de masse (10 % des actifs).

La Grèce, le Portugal ou l'Espagne sont donc bien loin d'être les seuls à souffrir de surendettement. Une situation qui imposerait de se débarrasser des diktats des marchés et des spéculateurs financiers qui font désormais vaciller la zone euro, pourtant réputée inoxydable.

## Arrière-pensée

En première ligne, l'Espagne a dénoncé des *«manœuvres troubles»* émanant de *«ceux qui sont à l'origine de cette crise, les spéculateurs financiers internationaux»*. Une accusation partagée par nombre d'experts, qui accusent les fonds spéculatifs de profiter de la crise de la dette grecque pour s'enrichir en pariant sur la chute de l'euro. La France de Sarkozy est en sursis : à l'horizon 2013, elle devra se conformer à la norme des 3 % de déficit (contre 8,2 % en 2009). L'Allemagne recourt aux grands moyens : interdiction constitutionnelle d'avoir un déficit supérieur à 0,35 % du PIB à l'horizon 2016. Partout, un empressement suspect à vouloir résoudre une situation existant depuis des années.

*«Y aurait-il là comme une arrière-pensée ? Et si oui, que pourrait-elle bien être ? La réponse est malheureusement évidente. La crise a produit une pléthore de faits invalidant le bien-fondé de la déréglementation et de la privatisation prônées par le libéralisme radical qui prit son essor initial dans l'Allemagne d'après-guerre pour s'épanouir ensuite au Royaume-Uni, puis aux États-Unis, avant de trouver son expression consommée dans le traité de Lisbonne. Si le programme a trouvé sa réfutation dans la réalité, la volonté de le mener à son terme n'a pas faibli pour autant parmi ses partisans endurcis [...] On s'en prendra donc, sous couvert de*

*rigueur, aux mesures de protection sociale [...] Mais qu'importe : les faits pèsent pour si peu !»*, dénonce l'économiste et anthropologue Paul Jorion<sup>4</sup>.

## La grande purge

Ce nouvel épisode de la crise du capitalisme, *«la troisième, la vraie»* selon la presse financière, oppose frontalement les marchés financiers aux peuples, priés de régler coûte que coûte l'addition du récent krach financier. Une sorte de guerre sociale est déclenchée. Le G20 sur la «régulation financière» avait fait une priorité de la «moralisation» du capitalisme. Du vent. L'urgence, la vraie, est à récupérer les centaines de milliards de dollars injectés par les puissances publiques dans les caisses des banques et des Bourses. Les marchés appellent maintenant les États à une discipline de fer.

Rapidement, la colère populaire pourrait gronder. Pas seulement en Grèce, en Espagne ou au Portugal où la résistance s'organise. En France la teneur des coupes programmées par le gouvernement pour ramener le déficit de 8,2 % à 3 % en trois ans a été prudemment différée après les régionales. En Belgique, le 29 janvier, des dizaines de milliers de travailleurs manifestaient en front commun syndical dans les rues de Bruxelles pour protester contre les bas salaires, la dégradation des conditions de travail et le chômage de masse. En réponse, les organisations patronales sont parties en guerre contre les coûts salariaux «trop élevés» et l'indexation des salaires. Au nom de l'emploi ? Cinquante dirigeants de grands groupes européens viennent de publier une sorte de memorandum exigeant de l'UE qu'elle définisse... une politique industrielle. Autrement qu'elle leur dise comment faire leur job. Mais il est peu probable que les opinions goûtent le sel de cette sommation surréaliste.

**MAURICE MAGIS**

<sup>1</sup> Pigs ! Lorsqu'un maillon cède, c'est toute la chaîne qui casse, L'Humanité, 04/03/2010.

<sup>2</sup> Un monde en convalescence, par Martin Wolf, éditorialiste économique au Financial Times, 08/02/2010.

<sup>3</sup> Ibidem.

<sup>4</sup> La dette est-elle un boulet ou un prétexte ?, Le blog de Paul Jorion, www.pauljorion.com, consulté le 07/02/2010.

# Maisons médicales : Accès à la santé pour chacun, projet de société pour tous

Les maisons médicales sont issues d'une expérience de terrain et d'un projet qui date de plus de 30 ans. Ce projet correspond à une vision d'avenir de la société et s'est construit sur des valeurs d'égalité, de justice sociale et de bien-être pour tous. En proposant un modèle de centres de santé intégrés, les maisons médicales entendent réussir plusieurs défis : une accessibilité de tous aux soins de première ligne, une place centrale pour le patient, des soins dispensés par des équipes pluridisciplinaires, réunies sous le même toit, autogérées et non hiérarchisées, la mise en place de politiques de santé équitables, efficaces et financièrement viables.

Depuis la naissance de la 1<sup>ère</sup> maison médicale belge en 1971 (à Tournai, en Hainaut), beaucoup d'eau a coulé sous les ponts ! Les maisons médicales sont aujourd'hui regroupées en fédérations, qui regroupent près de 100 membres : 80 wallons et bruxellois au sein de la *Fédération des Maisons Médicales et Collectifs de Santé Francophones* (FMMCSF) et 17 au sein de la *Vereniging van Wijkgezondheidscentra* (VWGC). La *Fédération Médecine pour le peuple* compte une dizaine de maisons médicales tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles. Cela représente environ 1.050 travailleurs qui prennent en charge quelque 220.000 patients, soit près de 4 % de la population.

## Une réflexion... visionnaire

Dès son origine, suite aux travaux du GERM – *Groupe d'étude pour une réforme de la médecine*<sup>1</sup> –, la Fédération francophone se donne une mission de



réflexion, d'amélioration, de recherche et de développement d'une politique de santé centrée sur les soins de première ligne en Belgique. Depuis elle est aujourd'hui reconnue comme interlocuteur auprès des Services publics. Mais cette crédibilité est le fruit d'un long et patient travail, tant en interne en visant une qualité, qu'en externe pour se faire reconnaître comme une véritable alternative.

Les maisons médicales sont nées après la vague des années soixante, et, plus particulièrement dans l'après mai 68, qui a vu se libérer les cœurs et les esprits : créativité, féminisme, libération sexuelle, luttes ouvrières, révoltes étudiantes, ... Cette époque a connu de grands combats sociaux et culturels, mais aussi le début de l'essor d'une société de consommation pour le moins aliénante et, dans les soins de santé, le développement des hôpitaux et de l'équipement médical.

Cet hospitalo-centrisme fit réagir les précurseurs d'une autre manière d'approcher le patient. L'opportunité de la grève des médecins libéraux en 1964 offrit à quelques poignées d'idéalistes

l'occasion de se démarquer. En ne suivant pas le mouvement, ils furent soutenus par les syndicats et ce fut le début d'une réflexion sur une autre pratique : plus qu'un «malade», le patient est une personne, capable de se prendre en charge, avec une histoire personnelle. Il mérite d'être accompagné selon une approche qu'on appellera «globale», pour indiquer la nécessité de prendre en compte tous les déterminants de la santé. Améliorer la santé, c'est donc travailler en aval, guérir et répondre aux problèmes, mais aussi en amont, créer des conditions favorables à la «bonne» santé. Les pionniers de la Fédération veulent initier de nouvelles pratiques, basées sur des concepts tels que la proximité, la continuité des soins (tenir compte de l'histoire personnelle du patient et le suivre tout au long de sa vie), l'approche intégrée des soins (intégration de l'information et de la prévention dans le curatif).

C'est ainsi que dans les années 70 sont nées les premières expériences de soins en équipes pluridisciplinaires, soucieuses d'associer le patient à son propre itinéraire, de le considérer comme acteur de sa propre santé.

## Une force d'impulsion et de propositions politiques

La Fédération francophone est née en 1981, dans le but de mutualiser les expériences, de défendre des positions communes et de participer à la réflexion et au recueil de données en vue de l'élaboration de nouvelles politiques de santé.

Différents acquis ont ainsi permis un développement des maisons médicales :

- ☞ la négociation d'un système de paiement forfaitaire des prestations : la 1<sup>ère</sup> expérience de fonctionnement dit «au forfait»<sup>2</sup> ;
- ☞ la formation et l'accompagnement des travailleurs à travers de multiples colloques, séminaires, groupes de travail thématiques, études, recherches, formations, ... ;

☞ l'organisation de divers services : aide à la gestion, accompagnement de projets, conception d'un logiciel spécifique à la pratique multidisciplinaire, aide à l'animation de projets d'éducation permanente et de santé communautaire, etc.

Pour réaliser de telles missions, il faut une assise de plus en plus importante, en nombre, mais aussi qualitativement forte et politiquement motivée. La Fédération mène donc un important travail en interne pour consolider les maisons médicales existantes et accompagner les nouvelles, si elles le souhaitent (parrainage, vade-mecum, accompagnement d'équipes en démarrage, échanges d'expériences, garanties financières et/ou prêts à travers un Fonds de solidarité, etc.). Mais il y a aussi le travail de représentation en externe, à l'aide de mandats dans différentes instances, lieux de pouvoir, administrations ou encore, en alliance avec d'autres forces ou partenaires qui partagent les mêmes valeurs.

La Fédération élabore enfin un cahier de propositions politiques, réactualisé à chaque scrutin électoral, tant il est vrai que travail de terrain et analyse politique sont pour nous étroitement liés. Ce cahier de propositions politiques préconise par exemple :

- ☞ un recentrage des compétences de santé réparties aujourd'hui entre pas moins de 7 ministres ;
- ☞ la promotion de cette fameuse approche globale de la santé avec la prise en compte des déterminants de santé ;
- ☞ la promotion concrète de l'équité et de l'accessibilité aux soins sur les plans financiers, géographiques, culturels, humains ;
- ☞ une certaine idée de l'efficacité tenant compte que les dépenses des soins de santé sont inévitablement en augmentation et qu'il est important d'arriver à une qualité optimale, au moindre coût.

## Pluridisciplinarité, autogestion et non hiérarchie

Les maisons médicales sont organisées en équipes pluridisciplinaires. Pour être agréées<sup>3</sup> par la région wallonne et bruxelloise, elles doivent proposer des services minima : médecine générale, service de kinésithérapie et soins

infirmiers. Mais la plupart proposent en outre d'autres services : service social, logopédie, diététique, psychothérapie, soins dentaires, etc. Cette multidisciplinarité amène chacun à s'ouvrir aux compétences des autres, voire à les intégrer dans sa pratique (inter- et transdisciplinarité), dans le cadre d'une démarche collective.



À titre d'exemple, je suis moi-même accueillante et, à ce titre, je participe à la coordination des soins avec mes collègues médecins, kinés, infirmières, psychothérapeutes, animatrices, éducatrices... J'ai donc la possibilité de jouer un rôle actif dans la prise en charge des patients, assurant en amont du contact-soin une amorce thérapeutique et, en aval, une consolidation du soin. Dans ma maison médicale, une animatrice réalise des ateliers créatifs pour adultes, créant ainsi du lien social pour des patients envers lesquels le curatif a montré ses limites. Les résultats sont probants, les participants sont valorisés et consomment moins de soins. Nous sommes également très impliqués dans le quartier, avec le comité des habitants, pour recréer une dynamique de vie associative et rompre avec l'isolement. C'est donc ensemble que nous travaillons à renforcer les aptitudes du patient à devenir autonome et pilote de sa propre santé et il n'y a pas de prédominance d'une profession sur les autres (le médecin n'a pas autorité sur l'infirmière, par exemple).

L'autogestion et la non-hiérarchie sont aussi des valeurs et des spécificités de nos centres. Elles supposent une responsabilité partagée entre tous, une implication de chacun dans le projet collectif et la gestion. Avec le temps et la taille des équipes augmentant, il a fallu s'adapter et beaucoup fonctionnent aujourd'hui avec une délégation plus ou moins forte des tâches auprès d'un

coordonnateur ou gestionnaire professionnalisé. Ainsi, si l'autogestion et la non-hiérarchie sont pour certains (et j'en suis) des valeurs « sacrées », elles ont aussi des contraintes (où est le « responsable » ?) qu'il faut dépasser. Mais je suis convaincue pour ma part que si nous avons pu développer un premier modèle qui a fait largement ses preuves, qui tient la route financièrement et qui obtient des résultats probants en terme de santé publique<sup>4</sup>, nous saurons également recréer un modèle *bis* reconstruit, évolutif, avec un judicieux équilibre entre le maintien de ces valeurs fondatrices et une pratique moderne, performante, profondément démocratique et incluant éventuellement pour certains, les règles du *new management*, très (trop ?) en vogue aujourd'hui dans le non-marchand.

De quoi préserver un esprit révolutionnaire et créatif, celui qui a fait les belles heures de nos premiers balbutiements.

**ISABELLE DECHAMPS**

Présidente de la FMMCSF

<sup>1</sup> Le GERM écrivait déjà en 1971 : « La promotion de la santé nécessite la participation effective de la communauté et des individus aux décisions à tous les échelons. La compétence technique ne peut assurer celui qui la possède en monopole, en droit ou en fait, de la prise de décision. L'action sanitaire doit tendre vers la libération de l'individu de toute servitude plutôt que vers son maintien dans un état de dépendance à l'égard de l'organisation médico-sanitaire ».

<sup>2</sup> Le fonctionnement au forfait suppose un contrat entre le patient, sa mutuelle et la maison médicale. Celle-ci s'engage à lui proposer des soins accessibles et de qualité ; le patient s'engage à lui rester fidèle – tant que dure son contrat – et à ne pas consulter ailleurs (hormis quelques situations inhabituelles) ; la mutuelle s'engage à verser anticipativement et mensuellement à la maison médicale un paiement forfaitaire, quel que soit le nombre de consultations.

<sup>3</sup> Deux récents décrets viennent de réactualiser les modalités d'agrément et ont consolidé les financements, permettant aujourd'hui d'entrevoir un avenir plus ouvert pour les centres. Mais il reste encore du travail, notamment en région bruxelloise où l'enveloppe reste fermée et où plus aucune nouvelle maison médicale n'est agréée, alors qu'elles continuent à s'implanter en raison d'une forte demande dans les quartiers populaires.

<sup>4</sup> Une étude récente du Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé – [www.kce.fgov.be](http://www.kce.fgov.be) – a clairement montré que le coût global de la médecine au forfait était plus favorable que le paiement à la prestation : grâce à l'approche préventive, la médecine au forfait fait moins appel à la médecine de 2<sup>ème</sup> ligne et prescrit notablement moins de médicaments.

# La voie d'un cheminot

**Olivier Mortelette, cheminot, mais aussi délégué syndical FGTB depuis 10 ans à B-Cargo, témoigne de son ressenti par rapport à l'accident de Hal et nous explique son métier de travailleur des chemins de fer.**

**Drapeau Rouge :** Depuis combien de temps travaillez-vous comme cheminot à la SNCB ? Est-ce un métier difficile ?

**Olivier Mortelette :** Je suis entré comme conducteur de manœuvre en 2000. Je m'occupais de la conduite de trains de marchandise. Le 1<sup>er</sup> janvier 2010, je suis devenu opérateur de conduite. Cela signifie que je suis toujours conducteur, mais que je suis maintenant capable d'effectuer toutes les tâches qu'on pourrait me confier sur un train.

Depuis quelques années, une mentalité commerciale s'est installée au sein de B-Cargo. Les employés doivent travailler selon une seule optique : satisfaire le client. C'est de cette façon que la société restera concurrentielle, prétend la direction.

Cette satisfaction du client a un prix. Être cheminot est un métier difficile. Au niveau des horaires, ils sont physiquement ardues. En effet, on procède en 3 fois 8. Chaque semaine, nos horaires varient. La première semaine je commence à 6 h et je finis à 14 h, la deuxième je commence à 14 h et je finis à 22 h,... et ainsi de suite.

Ces tranches horaires changent, mais ce n'est pas le plus difficile ! À cause de cette mentalité commerciale, la direction veut changer les horaires en fonction de la demande du client. Il nous arrive donc d'être rappelés pour travailler alors que nous sommes au repos.

C'est aussi un métier qui demande énormément de concentration. Suite à ces manipulations dans les horaires, la fatigue s'accumule, entraînant dès lors une perte de concentration et des possibilités de faire des erreurs.

**DR :** Vous arrive-t-il d'être soumis à de mauvaises conditions de travail,



des pressions qui perturbent votre travail ou vous font prendre des risques ?

**OM :** Chez B-Cargo, le temps compte ! Tout doit être vite fait. En ce moment, la société connaît une restructuration, suite à la crise, comme le disent les «haut placés». Dans cette optique, la direction fait très clairement comprendre aux employés que, s'ils veulent que la société reprenne du «poil de la bête», il faut travailler toujours plus. Pour preuve, je me rappelle avoir été interpellé par un slogan trouvé dans un petit livret. Celui-ci disait : «*Qui va sauver B-Cargo ? Pas les politiques en tout cas !*». Rendant ainsi responsables de l'avenir de la société B-Cargo les employés qui la constituent. Une responsabilité que j'additionne à celle que j'endosse déjà...

Être opérateur de conduite nous oblige à endosser beaucoup de responsabilités : arriver à l'heure, satisfaire le client et la direction, etc. À l'heure actuelle, les responsabilités s'accumulent jour après jour, à cause de la volonté patronale de nous rendre de plus en plus polyvalents.

Pour ma part, je devrai bientôt être capable de faire la visite de mon train, une tâche qui était autrefois confiée à un spécialiste appelé «visiteur». Les responsabilités de ce visiteur viennent donc s'additionner aux miennes et vont augmenter la pression que je subis par rapport à l'accomplissement de mon travail.

Personnellement, j'aimerais que la visite des trains reste la tâche des visiteurs. Cette polyvalence excessive pourrait déboucher sur une augmentation des prises de risques. Je n'ai pas reçu la formation que ces employés ont reçue et, par conséquent, je ferai plus facilement d'erreurs qu'eux.

**DR :** Concernant la sécurité des chemins de fer, quelle idée vous vient en premier à l'esprit ?

**OM :** Par rapport à ce qui s'est passé, la première critique que j'ai à formuler, ce sont les lacunes au niveau de l'équipement sur les locomotives pour le dispositif de freinage. Une autre lacune à mettre en évidence, c'est le manque de formation ou, du moins, la réduction progressive des objectifs de formations. Pour moi, la meilleure façon d'éviter les accidents s'est de donner aux jeunes une formation complète. Malheureusement, les formateurs éliminent de plus en plus de choses qui semblent inutiles, comme les parties techniques, alors que celles-ci peuvent avoir toute leur importance dans certaines situations.

**DR :** Pensez-vous qu'après l'accident de Hal, des changements vont avoir lieu au niveau de la sécurité ?

**OM :** Je l'espère ! L'accident a laissé les différentes directions au pied du mur. Suite à celui-ci, des mesures quant à l'aménagement des freins automatiques ont été annoncées. Aujourd'hui, j'espère que ces aménagements auront lieu et qu'on n'aura pas droit à un second Pécrot.

**DR :** Dans le journal *Le Soir*, on nous dit que «*la SNCB est gérée par des frères ennemis*», à savoir *Infra bel*, *SNCB* et *SNCB Holding*... Que pensez-vous de cette affirmation ? Ces «frères» sont-ils vraiment ennemis et est-ce que cela pourrait rendre difficile une décision sur la sécurité ?

**OM :** Je ne suis pas d'accord. C'est une fausse affirmation puisque je pense qu'ils sont tout à fait aptes à travailler ensemble.

**DR :** Quel est votre avis à propos du plan de rénovation des gares comme celle des Guillemins et au désir de les voir s'ériger ? Est-ce que ce plan

Suite page 17 ►

# Quelle alternative au néolibéralisme? Refondation du modèle européen ou repli sur l'État-nation?

**En réaction à l'offensive néolibérale orchestrée via les instances de l'Union Européenne, certains acteurs de la gauche anticapitaliste promeuvent aujourd'hui un retour à la souveraineté étatique comme unique alternative. Cette option pose question à de nombreux égards.**

Réfléchissant au moyen de contourner le néolibéralisme de l'Union européenne (UE), plusieurs intellectuels de la gauche critique, au rang desquels Samir Amin<sup>1</sup>, proposent d'accorder une importance renouvelée aux nations et aux souverainetés étatiques, avec pour conséquence un changement radical d'attitude à l'égard de l'intégration européenne. Plutôt que d'investir le niveau européen comme l'un des principaux éléments de la lutte pour un «autre monde», il s'agirait de se recentrer sur les niveaux nationaux, l'UE ayant fait la preuve de sa nature intrinsèquement néolibérale et antidémocratique. Dès lors, exiger une sortie de l'UE par certains grands États permettrait d'affranchir ces derniers des contraintes économiques et politiques européennes et pourrait susciter un électrochoc dans les autres États membres. *In fine*, de nouvelles formes de collaborations internationales inspirées de l'exemple latino-américain et fondées sur un engagement des États selon leur gré devraient succéder à l'intégration supranationale actuelle<sup>2</sup>.

Cette esquisse de redéfinition des buts et des moyens de la gauche altermondialiste a suscité la méfiance de nombreux militants et intellectuels du mouvement qui perçoivent ce projet comme la négation pure et simple de l'originalité de l'altermondialisme. Nombre de militants *alters* contestent aussi la volonté de redonner une plus grande place aux États-nations et



continuent à concevoir leur action et leur réflexion dans un cadre non seulement local et national mais aussi supranational régional et mondial. Attac-Europe milite ainsi pour une intégration européenne plus démocratique, sociale et écologique, passant par des luttes et des analyses proprement européennes<sup>3</sup>.

Si de telles lignes de fracture sont loin d'être entièrement neuves, en réaction à l'accélération des processus de démantèlement des acquis sociaux via des instances transnationales, elles sont cependant de plus en plus prégnantes. L'UE est également devenue un bouc émissaire commode permettant de dédouaner les politiques nationales de leurs responsabilités.

## **Souveraineté politique et économique**

Contrairement à ce qu'avancent les partisans de cette option politique, promouvoir un projet alternatif idéologiquement charpenté ne doit pas nécessairement aller de pair avec un recentrage sur l'État-nation. La transnationalisation des flux économiques, des réalités et des enjeux politiques requiert en effet le passage des mouvements sociaux à un niveau de pensée et d'action également transnational.

La gauche sociale et politique devrait aujourd'hui promouvoir un projet socio-économique tirant les leçons de la crise actuelle et ouvrant la voie à un nouveau compromis entre impératifs économiques, sociaux et écologiques et dont l'application soit crédible à moyen terme mais qui n'exclue pas non plus des projets de long terme plus radicaux. Un tel projet devrait impérativement se penser sur le plan régional étant donné la forte intégration économique à ce niveau et en particulier à l'échelle européenne. Des régions économiques fortement intégrées, fondées sur des échanges économiques intérieurs dynamiques, encadrés par une politique économique active et par une harmonisation vers le haut des standards sociaux, fiscaux et écologiques, pourraient constituer de nouveaux modèles socio-économiques à la fois justes et viables<sup>4</sup>.

Contre une orientation européenne de ce type, les partisans du retour à la souveraineté nationale privilégient quant à eux les combats nationaux et la coopération intergouvernementale et mettent l'accent sur des mesures protectionnistes<sup>5</sup>. Si un contrôle des flux économiques (en particulier de capitaux) est indispensable pour redonner une force d'action aux pouvoirs publics, protéger les services publics de la concurrence et permettre

des normes sociales élevées, il ne peut constituer la solution unique et n'est à la fois viable et souhaitable que dans un cadre européen. Moins que dans le libre-échange, les causes centrales de la baisse des salaires dans la valeur ajoutée et de la croissance du chômage résident surtout dans la détérioration du rapport de force entre travail et capital et dans les mesures néolibérales mises en œuvre à partir des années 1980, avant le processus de mondialisation effrénée des échanges et des flux de capitaux<sup>6</sup>. Des protections économiques vis-à-vis du reste du monde peuvent certes être nécessaires pour empêcher que la réorientation des politiques économiques et sociales à l'avantage des salariés ne soit remise en cause par la mise en concurrence mondiale des travailleurs et des systèmes sociaux, mais elles seront loin d'être suffisantes. Par ailleurs, vu l'ampleur de l'intégration économique européenne, de telles protections devraient de toute façon être mises en œuvre à ce niveau. Enfin, pour ne pas s'opérer dans un esprit (euro-)nationaliste ou impérialiste, elles ne devraient pas s'accompagner d'une stimulation des exportations au détriment des autres pays et encore moins d'une ouverture forcée des marchés des pays du Sud comme c'est encore trop souvent le cas aujourd'hui.

### Opposition proeuropéenne...

Par conséquent, si un tel projet socio-économique implique de contester l'UE actuelle et ses traités fondés sur la loi du marché et du profit, il suppose aussi une autre intégration européenne plus poussée dans certains domaines. Il est essentiel de ne pas confondre, comme le font certains partisans du retour à l'État-nation, le soutien au principe d'une forme d'intégration européenne et le soutien à l'UE actuelle<sup>7</sup>: se dire proeuropéen et favorable à une intégration plus poussée des États européens dans les domaines sociaux, économiques et politiques dans un sens progressiste impose de critiquer radicalement l'UE actuelle. Mais cette opposition à l'UE existante devrait se faire au nom d'une «autre Europe» et non à celui du retour à l'État-nation, car un tel scénario risquerait de susciter des stratégies égoïstes et compétitives entre les États pour satisfaire les promesses faites à leurs propres citoyens. Loin d'être intrinsèquement



contraires aux intérêts des peuples, les institutions et les politiques européennes peuvent, comme toutes les réalités humaines, être bouleversées sous l'effet des conflits sociaux et politiques. Tout comme l'État, la démocratie représentative et les droits humains ont longtemps été des instruments au service des classes dominantes avant d'être orientés davantage dans l'intérêt de la majorité des citoyens grâce à des luttes de longue haleine, l'UE peut évoluer dans un sens progressiste si les conditions sociales nécessaires sont réunies. L'absence d'un «peuple européen» doté d'une identité historique commune n'est pas non plus un obstacle à l'approfondissement d'une Europe sociale et démocratique si l'on décide de fonder sa légitimité, non pas sur une identité collective, mais sur le pouvoir des citoyens de faire des choix collectifs et sur l'application de politiques répondant à leurs intérêts et préférences, autrement dit sur la démocratie et ses résultats concrets. Par ailleurs, utiliser certains moyens fournis par l'UE n'équivaut pas à en défendre le contenu, contrairement à ce que sous-entendent les partisans d'un retour à l'État-nation. Réorienter fondamentalement l'intégration européenne nécessite en effet de combiner des stratégies institutionnelles et extra-institutionnelles (grèves, mobilisations sociales), et ce tant au niveau national qu'euroeuropéen.

### ... à l'Union européenne

Enfin, une orientation transnationale et en particulier européenne est nécessaire non seulement pour réaliser concrètement les idéaux proclamés par la gauche mais aussi pour demeurer fidèle à sa perspective universaliste. Le repli sur le national, même dans une démarche purement stratégique, s'oppose en effet à l'idéal d'émancipation de tous. C'est aussi pourquoi cette orientation proeuropéenne devrait être internationaliste ou cosmopolite

plutôt qu'euronationaliste. Des entités régionales démocratiques fondées sur la réalisation des droits humains plutôt que sur l'impératif de profit et sur la concurrence pourraient permettre de sauver les aspects positifs de la souveraineté en en atténuant les dimensions potentiellement pernicieuses: la maîtrise démocratique de l'organisation économique et des grandes orientations collectives est indispensable, mais elle ne doit pas s'accompagner d'une insistance sur une identité culturelle quelconque. Car cela risque de servir les intérêts des dominants en voilant les contradictions sociales au sein du collectif en question<sup>8</sup> et de faciliter l'exclusion ou l'oppression de groupes considérés comme «étrangers» par le processus de valorisation de sa propre communauté et de dévalorisation des autres.

Le courant favorable à un retour des États-nations se fourvoie dans sa volonté de redonner une place centrale à l'État-nation appréhendé comme une entité politique, économique et culturelle indifférenciée. La souveraineté comme pouvoir d'action sur l'économie et détermination démocratique des choix collectifs est un impératif pour garantir l'application des droits civils, politiques, sociaux et écologiques. Mais l'intégration économique poussée caractérisant le monde contemporain impose l'organisation de cette souveraineté à un niveau de plus en plus supranational.

**SOPHIE HEINE**

Politologue, chercheuse FNRS à l'ULB

<sup>1</sup> Samir AMIN, Forum social mondial: quel altermondialisme?, in *Le Monde Diplomatique*, janvier 2007.

<sup>2</sup> B. CASSEN, Rompre avec l'omerta et Vive la crise!, in CASSEN (dir.), *En finir avec l'eurolibéralisme*, Fayard, 2008.

<sup>3</sup> Les dix principes des Attac d'Europe pour un Traité démocratique, <http://www.france.attac.org/spip.php?article6935>.

<sup>4</sup> Le commerce intra-européen représente 70% des exportations et 73% des importations des pays européens (M. HUSSON, *Protectionnisme et altermondialisme*, février 2009).

<sup>5</sup> B. CASSEN, Inventer un protectionnisme altruiste, *Le Monde Diplomatique*, février 2000; J. SAPIR, Le retour du protectionnisme et la fureur de ses ennemis, *Le Monde Diplomatique*, mars 2009.

<sup>6</sup> M. HUSSON, *op.cit.*, pp. 1-4.

<sup>7</sup> B. CASSEN, Rompre avec l'omerta, *op.cit.*, pp. 9-11.

<sup>8</sup> K. MARX et Fr. ENGELS, *Selected Correspondence*, Moscou, Progress Publishers, 1965, pp. 236-237.

# Carrefour : Solidarité avec les travailleurs !

**Un peu partout à travers la Wallonie (Namur, Charleroi, La Louvière, Liège, Ans, Herstal,...) et Bruxelles (Uccle, Jette), les militants du PC se sont rendus aux piquets de grève des magasins Carrefour afin de témoigner de leur solidarité avec les travailleurs en lutte. À Liège par exemple, 5 000 tracts ont été distribués aux usagers sur les parkings des supermarchés et hypermarchés Carrefour.**

Alors qu'il a réalisé de plantureux bénéfices en 2009, le groupe Carrefour a annoncé la suppression de 1.672 emplois sur 15.698 (dont 10.900 temps partiels, essentiellement féminins) et la fermeture de 21 magasins (14 hypers et 7 supers). Par ailleurs, il exerce actuellement un chantage à l'emploi sur plusieurs milliers d'autres travailleurs afin de les pousser à accepter le passage à une commission paritaire moins favorable.

## Quelques chiffres

Sur ses activités commerciales, Carrefour Belgique a réalisé l'année dernière 66 millions d'euros de bénéfice sur lequel il ne paiera pourtant pas un euro d'impôt (ni cette année, ni pendant encore 7 à 8 ans), grâce à un demi-milliard de pertes reportées.

Le centre de coordination de Carrefour Belgique (dont les bénéfices cumulés sont de 1,57 milliards) a été particulièrement actif pour tirer profit d'avantages fiscaux. Le bénéfice 2008 est de 381 millions, sur lequel il a payé un impôt de... 33.225 euros. Ce qui fait un taux de 0,008 % !

Enfin, le même centre de coordination de Carrefour avait une dette d'un milliard envers Carrefour Belgique, qu'elle doit désormais à Eastshore Finance, une société créée par le groupe lui-même en décembre 2009. En janvier 2010, quelques

semaines à peine avant l'annonce de son plan de «restructuration», le groupe a donc artificiellement appauvri Carrefour Belgique d'un milliard d'euros.

## Comment en est-on arrivé là ?

Lors du rachat de GB, Carrefour a bénéficié de la position dominante de ce groupe. Pour rappel, ils ont acheté pour 670 millions d'euros 60 hypers, 73 supers et 350 supermarchés affiliés, ainsi que 27 supermarchés Globi en Pologne. Ils n'ont eu de cesse de se plaindre : salaires trop élevés, trop de charges, etc. Même si, selon la FGTB, Carrefour a bénéficié de 129 millions d'avantages octroyés par les pouvoirs publics en raison de la concentration de ses activités financières en Belgique.

Carrefour n'a pas arrêté de commettre des erreurs commerciales, se débarrassant de tout ce qui faisait la spécificité GB. Les marchandises viennent aujourd'hui de France et l'assortiment est peu adapté aux habitudes de la clientèle en Belgique.

Ceci a été longtemps contrebalancé grâce à la spéculation sur la masse d'argent immobilisée par les paiements retardés aux fournisseurs ; par le passé, il est même arrivé que la comptabilité réalise des bénéfices uniquement en imposant son propre taux de change sur les diverses monnaies (c'était avant l'euro). Depuis que la Commission européenne a décidé de réglementer les délais de paiement, cette manne céleste a disparu (la direction du groupe parle de «dégradation de la trésorerie marchandise en raison du raccourcissement légal des délais de paiement») et l'on resserre donc les boulons sur le dos des travailleurs. Les patrons voudraient que les magasins démontrent leur rentabilité, siège par siège.

## La manoeuvre Mestdagh

Tout cela se passe sur fond de chantage à l'emploi, ce qui est une constante chez Carrefour. Depuis son arrivée en Belgique plus de 2.700 emplois ont été supprimés. Certains des emplois ou des

sièges supprimés pourraient être transférés chez Mestdagh (présenté comme le «gentil patron»), à condition de passer en commission paritaire 202 et donc d'accepter des diminutions de salaire.

Le gentil Mestdagh exploite l'enseigne Champion en Belgique. Or, surprise, le groupe Champion appartient à la multinationale Carrefour. De plus, lorsque l'on consulte la composition du groupe Mestdagh, on peut voir qu'il gère différentes sociétés avec Carrefour France. La boucle est donc bouclée et l'on voit bien ici la manoeuvre patronale en cours.

## Comment en sortir ?

À court terme, l'essentiel est évidemment de s'opposer aux licenciements alors que Carrefour réalise des bénéfices et investit massivement dans d'autres pays et d'autres continents. Pour ce faire, le plus simple serait le vote d'une loi interdisant les licenciements abusifs réalisés par les entreprises réalisant des bénéfices et la fin des cadeaux fiscaux (centres de coordination, intérêts notionnels, baisses diverses des cotisations sociales,...), qui sont le plus souvent des chèques en blanc. Il faudrait aussi imposer une commission paritaire unique dans le commerce pour éviter la précarité et les salaires de misère que connaissent de nombreuses caissières. Il est également urgent de consacrer plus de moyens à un vrai contrôle, par un organisme public, des comptes des entreprises, en particulier des multinationales qui pratiquent l'ingénierie fiscale pour éluder l'impôt et parfois simuler des pertes.

Enfin, il faut mettre un frein à la toute-puissance de la grande distribution qui gonfle ses marges et exploite ses travailleurs ainsi que les petits producteurs. Développement de coopératives et de centrales d'achat publiques, aide aux petits commerces et aux circuits courts, les mesures possibles sont aussi nombreuses qu'affligeante est l'apathie du monde politique.

**PIERRE EYBEN et PAUL MARCUS**

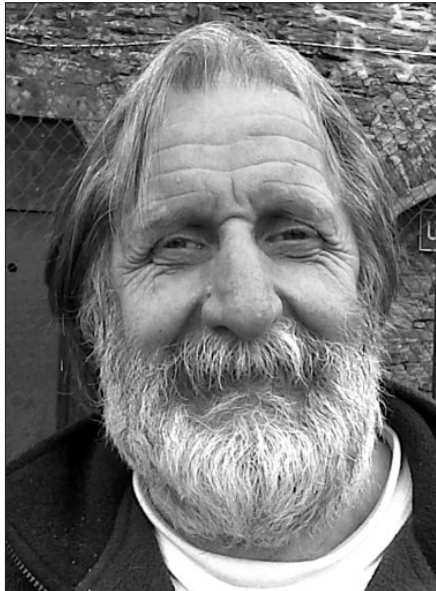
# Germain Dufour : «Le recul de la chrétienté est une bonne chose»

La récente nomination du très réactionnaire André-Mutien Léonard à la tête de l'Église catholique romaine belge a rouvert le débat sur la place de l'Église, et plus globalement des religions, dans l'État. Dans ce contexte, Germain Dufour, ex-sénateur Écolo, puis plusieurs fois candidat d'ouverture sur les listes du Parti Communiste, a fait l'actualité en prononçant une bénédiction en faveur d'un couple homosexuel. Ceci était l'occasion d'une rencontre avec lui afin d'échanger sur son actualité militante ainsi que sur sa vision de chrétien de gauche.

**Drapeau Rouge:** Germain, nous nous retrouvons à Liège au cœur du quartier de Pierreuse dans une ancienne école, pouvez-vous nous expliquer à quoi sert ce bâtiment aujourd'hui ?

**Germain Dufour:** Tout d'abord, depuis 1994, de novembre à fin avril, il y a «l'espace hiver» dans l'ancien réfectoire, c'est-à-dire un lieu où un repas chaud est préparé tous les soirs pour les sans-abris. Dans le bâtiment de l'école, nous avons aménagé un «*espace fraternel*» qui accueille une vingtaine de sans-abris afin de les aider à se réinsérer. Environ 400 personnes vivent à la rue sur Liège. Dans ce lieu, on fonctionne de façon semi-communautaire. Chacun a son «chez lui», mais on tente aussi d'avoir des moments de vie commune, comme les repas. Très souvent, les sans-abris perdent tout repère d'espace et de temps. Je les appelle les nouveaux nomades. Ici on leur redonne un lieu et un horaire.

**DR:** Pourquoi choisir ce modèle d'habitat collectif ?



**GD:** La société favorise aujourd'hui le côté privé. Un exemple simple, un chômeur perd aujourd'hui de l'argent lorsqu'il a un statut de cohabitant. C'est injuste. L'idée d'habitat collectif, que ce soit comme ici ou un squat, pose problème à notre société. Pourtant c'est une solution de réinsertion bien plus efficace pour les personnes en lourd décrochage que la sédentarisation individuelle.

**DR:** Dans la cour, on remarque également des tentes...

**GD:** Oui c'est une solution improvisée pour trouver un abri pour des sans-papiers laissés à la rue. Il y en a près de 3.000 sur Liège qui lorsqu'ils ne peuvent compter sur des solidarités familiales ou de leur communauté vivent dans une précarité extrême. Mon souhait ici c'est de leur fournir une adresse, ainsi qu'un accès à des sanitaires. Il faut savoir qu'il n'y a plus de bain public à Liège.

**DR:** On le voit, vous ne manquez pas d'activités. C'est fini la politique pour vous ?

**GD:** Pas forcément. Il y a aujourd'hui des règles qui m'empêchent d'être prêtre et candidat à des mandats au niveau régional ou fédéral, mais pas au niveau communal.

**DR:** Quel bilan portez-vous de votre action politique ?

**GD:** En fait, je suis un humaniste qui ne pensait jamais faire de politique. Mais j'ai découvert que, pendant que tu mets des pansements, il y a un pouvoir public qui a une influence énorme. J'ai vu que le politique était à la fois un moyen de résister et d'imposer des choix. C'est mon engagement social mais aussi mon intérêt pour l'aménagement du territoire qui m'ont mené à la politique. J'ai donné treize années de ma vie à cet engagement. Je ne le regrette pas. J'ai pu empêcher des choses d'être faites, même si je n'ai pas gagné beaucoup de choses.

**DR:** Vous avez le sentiment d'avoir été utile ?

**GD:** Oui, modestement. Un exemple, j'ai pris deux personnes à mes frais qui étaient là pour écouter les citoyens. On m'a reproché de faire du populisme. Moi, je ne suis pas contre les permanences tant que ce n'est pas du clientélisme. Je pense que lorsque l'on est élu, on reste un serviteur du peuple. Le politique doit être proche des gens.

**DR:** Vous êtes prêtre. Parlons un peu du nouveau patron de l'Église belge, André-Mutien Léonard. Est-il le symbole d'un grand bon réactionnaire initié par Benoît XVI ?

**GD:** Sans doute. Léonard, c'est un arrogant et un intrigant. Ce type a un amour sans borne de ses convictions, il ne peut accepter la différence, il la méprise. Il n'a rien d'un homme charitable. C'est un théologien, pas même très intelligent.

**DR:** Ces thèses, et plus globalement le radicalisme religieux, semblent pourtant avoir un certain succès. Le séminaire de Namur n'accueille-t-il pas plus de séminaristes que les autres ?

**GD:** Si, mais de quelle manière ? En ratissant large. Et puis combien de personnes fait-il fuir ?

## Entretien

**DR:** La nomination de Mgr. Léonard va-t-elle accélérer le recul de la chrétienté dans notre pays ?

**GD:** Oui, et accentuer l'écart entre les catholiques belges et «leur» hiérarchie. Mais le recul de la chrétienté est une bonne chose. Ce qu'il faut c'est «être une minorité avec les autres pour changer le monde».

**DR:** Comprenez-vous que, choqués par les prises de positions réactionnaires de dignitaires religieux (pas seulement catholiques), des progressistes remettent en question le mode de financement des cultes dans ce pays ?

**GD:** Oui. Et pour ma part je suis d'ailleurs favorable au système allemand où chacun choisit à qui il souhaite verser sa contribution.

**DR:** Un peu malgré vous, vous avez fait l'actualité avec la bénédiction d'un couple homosexuel. Un acte de rébellion calculé ?

**GD:** Même pas. Il y a dix ans, un tel acte m'aurait causé bien des foudres. Aujourd'hui, même si j'ai reçu une demande «d'éclaircissement» de l'évêché, les réactions sont peu nombreuses et bien plus posées. Cela montre que Léonard ou pas, les choses évoluent. Si tu es pasteur d'un peuple, tu ne peux nier sa réalité. Tu ne peux y être insensible. De plus en plus de prêtres et de laïcs sont face à la souffrance et aux suicides. Entre 14 et 20 ans, 17 % des jeunes se sentent bisexuels mais ne peuvent en parler. Plus de 2 % des suicides des jeunes sont principalement liés à cela. Les chrétiens ouverts comprennent aujourd'hui que l'orientation sexuelle correspond à une réalité biologique.

**DR:** Donc vous dites «oui» au mariage homosexuel ?

**GD:** Ici, il s'agissait d'une simple bénédiction et je ne vois effectivement pas de raison de discriminer les gays. Je préfère cette expression de «gays» plutôt que celle d'«homosexuels» afin de ne pas ramener à la seule sexualité la réalité de ces personnes. Et puis, pour les gays ou pour les autres, je trouve que le mariage devrait être, non pas la gare de départ, un prélude à la vie en commun, mais un aboutissement après quelques années de vie commune. Quant au sacrement, cela ne dépend pas de moi.

Propos recueillis par  
**PIERRE EYBEN**

# La chaleur de Ferrat dans les prisons iraniennes<sup>1</sup>

Replonger dans mes souvenirs de 1988, l'année terrible du massacre des prisonniers politiques iraniens, est chose pénible. Mais le décès de Jean Ferrat a fait que j'ai pris la plume pour écrire ces quelques lignes.

En cette année-là, plus de 12 000 prisonniers politiques iraniens furent livrés au bourreau, sans que l'opinion publique mondiale en soit avertie, et sans qu'elle puisse d'une manière ou d'une autre exprimer sa colère. Ces prisonniers avaient commis l'insoutenable crime d'être amoureux de leur patrie, celle «qu'aucun d'eux ne trompa». Que ce soit «celui qui croyait au ciel» ou «celui qui n'y croyait pas», nous partagions tous le même «grabat» des cellules prévues au départ pour un seul prisonnier mais qui en réalité, étaient occupées par trois ou quatre personnes. [...]

Nous avions reçu chacun une couverture étalée à même le sol sur laquelle nous passions nos nuits sans lune. Nous n'avions pratiquement aucun droit et l'avenir nous paraissait sans issue. [...] Ainsi nous cherchions à meubler nos

journées avec l'apprentissage de toutes sortes de choses et notamment des langues étrangères. Ayant fait mes études supérieures en Belgique, je fus tout naturellement amené à enseigner le français à plus de soixante prisonniers de toutes tendances politiques. Outre les bases de la langue de Voltaire, j'essayais de leur apprendre certains éléments de la culture orale et notamment les chansons françaises, parmi lesquelles «La France» de Jean Ferrat. Je fus surpris de constater, par après, comment cette chanson est restée bien vivante dans l'esprit et les voix des prisonniers. Comment elle était chantée dans leurs rares moments de calme et surtout, dans les moments les plus difficiles. De prison en prison, de chanson en chanson, voilà que les liens, même invisibles de la fraternité militante peuvent être si forts.

**MOHAMMAD ZAHEDI**  
Ancien prisonnier politique

<sup>1</sup> Extrait tiré du blog du Monde Diplomatique <http://blog.mondediplo.net/2010-04-02-Quand-Ferrat-rechauffait-le-coeur-des-embastilles>

## Jean Ferrat en trois morceaux

**Prague 68 : «Le Bilan»**

*«Ah ! Ils nous en ont fait avaler des couleurs  
De Prague à Budapest, de Sofia à Moscou  
Les staliniens zélés qui mettaient tout en œuvre  
Pour vous faire signer les aveux les plus fous»*

**Mai 68 : «Les petits cons»**

*«Fils de bourgeois ordinaires  
Fils de Dieu sait qui  
Vous mettez les pieds sur terre  
Tout vous est acquis  
Surtout le droit de vous taire  
Pour parler au nom ...de la jeunesse ouvrière  
Pauvres petits cons...»*

**L'amour : «Ma môme»**

*«Ma môme, ell' joue pas les starlettes  
Ell' met pas des lunettes  
De soleil  
Ell' pos' pas pour les magazines  
Ell' travaille en usine  
À Créteil.»*

## B R È V E

### L'autre traversée du mur

Un Allemand sur quatre estime qu'il serait parfois souhaitable que le Mur de Berlin existe encore, selon un sondage publié le 15 mars par le quotidien populaire allemand *Bild*. Cette proportion est sensiblement la même selon que l'on se trouve à l'ouest (24 %) ou à l'est (23 %) de la frontière qui séparait la RFA de la RDA jusqu'en 1990. Ils sont même 16 % à l'ouest et 15 % à l'est à considérer que «rien de mieux ne pourrait arriver». Quelque 80 % des 1.001 personnes interrogées par l'Institut Emnid accepteraient de vivre dans un régime socialiste, tant qu'on leur assure «un emploi, la solidarité et la sécurité». Même à l'ouest, ils sont 72 % à envisager favorablement la vie sous le socialisme. (AFP)

*Chute d'un mur et d'un système: Réactions*

# Claude Renard: Le productivisme a dénaturé le marxisme

**L'interview de Jean-Michel De Waele que le DR a publiée dans son précédent numéro tranche heureusement avec les propos convenus et les analyses superficielles que les médias ne nous offrent que trop souvent sur le même sujet. Ci-après, 3 réponses à J.-M. De Waele.**

Les idées de Jean-Michel De Waele ne s'inscrivent pas seulement dans le cadre d'une réflexion à caractère historique qui va se poursuivre très longtemps encore. Elles se rattachent aussi aux problèmes politiques complexes auxquels la gauche est confrontée aujourd'hui. Toute la gauche. Je rappellerai ici qu'en août 2009, les députés socialistes Cornil et Mayeur avaient lancé un appel (à l'époque très médiatisé) en faveur d'une «vaste réflexion» au sein du mouvement socialiste, afin que celui-ci puisse se donner pour «objectif primordial» la «sortie du capitalisme» et donc «un autre modèle de développement».

On sait maintenant qu'un congrès de type «doctrinal» organisé par le PS va tenter de répondre à cette préoccupation en août prochain. Il méritera la plus grande attention car la question posée soulève d'énormes problèmes politiques. C'est le moins qu'on puisse dire après l'échec des deux tentatives en ce sens qui ont marqué l'histoire du XX<sup>ème</sup> siècle. Celle qui a débouché, en 1914-1918, sur l'effondrement catastrophique de la II<sup>ème</sup> Internationale. Et celle qui, faisant toujours l'actualité, a débouché, avec le mouvement communiste international, sur «la chute d'un mur et d'un système», – titre donné par le DR à l'interview de J.-M. De Waele.

La chute du mur de Berlin a surtout valeur de symbole. Quant à la chute du système, elle fut incontestablement celle d'un mode/modèle de développement, et c'est ce qui rend son analyse si importante dans la perspective d'une «sortie du capitalisme» à notre époque.

C'est avec raison que J.-M. D.W. tient pour particulièrement significatifs les événements de 1968 à Prague, lorsqu'il veut montrer à quel point le système mis en place sous l'égide de l'URSS s'était engagé dans une impasse. «Prague 68 fut, en quelque sorte, la démonstration que le système n'était pas réformable», dit-il. Sur ce point, il y a matière à débat. Pas réformable? C'est possible. Mais on peut aussi penser que, le système étant réformable et ayant d'ailleurs été partiellement réformé dans le prolongement du XX<sup>ème</sup> congrès du PCUS (1956), les réformateurs n'ont pas été à la hauteur de leurs tâches, et ceci dans le contexte d'un appauvrissement général de la pensée marxiste.

Le XX<sup>ème</sup> congrès n'avait pas seulement traduit une volonté politique d'en finir avec les pires aberrations stalinienne. Selon moi, sa tenue correspondit aussi à la nécessité, sans doute trop vaguement ressentie, de repenser un mode de développement qui avait été axé jusque là sur la sortie du sous-développement. J.-M. De Waele le constate lui-même: «L'ancienne Russie féodale était sortie de son sous-développement» et avait enregistré «d'importants progrès sur le plan social et culturel».

Un nouveau mode/modèle de développement, adapté à ce stade nouveau, aurait donc dû s'imposer alors. Or que s'est-il produit? On peut résumer la réponse en quelques mots. Par la voix de Khrouchtchev, l'URSS se donna pour objectif essentiel de rattraper et de dépasser en vingt ans le niveau de développement des États-Unis. Et il faut bien reconnaître qu'à l'époque, les communistes, et pas seulement eux, furent quasi unanimes à considérer que c'était là une perspective en parfaite harmonie avec leur souhait de voir le socialisme «réalisé» démontrer sa supériorité sur le capitalisme. C'est dire à quel point le productivisme avait fini par dénaturer la conception marxiste du développement. En fait, la règle stalinienne «la technique décide de

tout» était plus que jamais de rigueur. Cette règle avait d'ailleurs eu sa raison d'être dans un pays arriéré. Mais nous en étions au Spoutnik... On remarquera au surplus que ce fut également à la fin des années 1950 que la Chine populaire s'engagea dans la politique du «Grand bond en avant», elle aussi d'inspiration productiviste, qui devait échouer complètement. Et l'on a de bonnes raisons de croire que la calamiteuse révolution «culturelle», qui allait suivre à l'initiative de Mao, fut une réaction radicale à cet échec. Réaction saine dans son principe, mais qui, du point de vue politique, portait toutes les marques du sous-développement.

C'est pourquoi je considère qu'il y eut alors un appauvrissement général de la pensée marxiste puisque, dans sa majorité, le mouvement communiste international, ne comprit pas que l'avenir du socialisme ne pouvait être assuré que par un mode/modèle de développement nouveau ayant pour fil conducteur l'idée de Lénine: développement de la démocratie jusqu'au bout. Cela ne signifie pas qu'il n'y eut aucune avancée dans cette direction, en vue de jeter les bases d'une société nouvelle (communiste, en l'occurrence). Mais il est évident que, dans les pays se réclamant du socialisme, elles restèrent marginales, très insuffisantes ou plutôt suffisamment timides pour échapper au sort du *Printemps de Prague*. Sur le plan idéologique, les correctifs les plus nets apportés aux rigidités doctrinales du stalinisme et de ses succédanés, de même que les plus importants efforts de ressourcement, furent principalement le fait de partis communistes qui n'étaient pas au pouvoir (le cas des communistes yougoslaves étant très particulier).

Je crois que l'échec final du système a été celui d'un mode/modèle de développement qui a réagi politiquement à ses propres limites et à ses propres contradictions en dressant toutes sortes de murs face à une réalité de plus en plus récalcitrante. Ce sont tous

B R È V E S

## Succès communistes en Russie

En même temps qu'en France, se déroulaient le 14 mars en Russie des élections régionales et municipales. Le *Parti Communiste de la Fédération de Russie* (KPRF) y a remporté de nombreux succès notamment à Irkoutsk (Sibérie), où son candidat a remporté le maïorat avec 63 % des voix. Plus à l'ouest, dans l'enclave de Kaliningrad, le KPRF a remporté près de 30 % des suffrages, à 3 points de *Russie Unie*, le parti du duo Poutine-Medvedev. En Carélie, à la frontière finlandaise, le candidat KPRF précédait, avec plus d'un tiers des voix, le parti au pouvoir dans le cadre d'une législative partielle.

## Del Ponte et Marty, «salauds et assassins» ?

Le 2 mars, en visite au Kosovo, Bernard Kouchner, actuellement ministre sarkozien des Affaires étrangères, s'est permis de traiter de «malade» et de «fou» un journaliste serbe de *La Voix de l'Amérique* qui l'interrogeait sur les trafics d'organes de centaines de prisonniers serbes qui ont eu lieu pendant et après les bombardements de l'OTAN de 1999. En plus, Kouchner, qui administrait le Kosovo à l'époque de ces exactions, a ajouté que ceux qui osaient parler de «ça» étaient «des salauds et des assassins»<sup>1</sup>.

Pour rappel, l'affaire des trafics d'organes auxquels s'est livrée l'*Armée de libération du Kosovo* a été révélée il y a deux ans par la procureur du Tribunal de La Haye, Carla Del Ponte, dans un livre qui vient d'être traduit en français. Depuis, le Conseil de l'Europe a chargé Dick Marty, le député suisse qui révéla les «prisons secrètes de la CIA», d'une enquête, par le refus du gouvernement albanais de laisser les enquêteurs travailler sur son territoire, où les extractions d'organes suivies d'exécutions se sont déroulées en 1999 et 2000. Les associations serbes de journalistes et les familles des victimes se sont déclarées scandalisées par les propos insultants et négationnistes du *French doctor*. (GB)

<sup>1</sup> Enregistrement vidéo sur <http://www.wikio.fr/video/2889172>

ces murs-là que celui de Berlin a fini par symboliser matériellement.

Certes, il n'est pas question ici de minimiser les menaces extérieures et leurs conséquences. On comprend très bien qu'un régime progressiste doive se défendre contre de telles menaces, à plus forte raison quand elles sont relayées à l'intérieur. Mais certainement pas en faisant fi des libertés démocratiques, comme le relève Jean-Michel De Waele, dès lors qu'il faut, au contraire, dynamiser la démocratie, et sans oublier un principe essentiel qui, paradoxalement, fut énoncé un jour par un dirigeant soviétique chevronné, Souslov : c'est en réalisant ce

pour quoi les peuples font la révolution qu'un pouvoir révolutionnaire accomplit sa tâche et défend le mieux ses conquêtes.

Quant à l'évaluation des effets que le retour en force du capitalisme a pu avoir sur le niveau de vie des populations concernées, J.-M. De Waele estime qu'il y a là matière à discussion. Sans doute. Il paraît toutefois impossible que ces populations n'aient pas été touchées, elles aussi, par l'extrême aggravation des inégalités qui affecte l'ensemble de la planète. On a beaucoup jasé naguère à propos de la nomenklatura, mais au moins n'envahissait-elle pas les palaces de la Côte d'Azur...

# Jean Bricmont : Croire au père Noël ?

Je lis avec étonnement certaines réponses de votre invité Jean-Michel De Waele, notamment lorsque, analysant la question de l'intervention soviétique pour mettre fin au dit «*Printemps de Prague*», il affirme que lors de ces événements: «... il n'y a pas la guerre froide, il y a toujours évidemment des événements internationaux mais les Américains ne sont pas dans les frontières pour envahir, il n'y a pas de menaces très, très claires».

Tout d'abord, à cette époque, il y avait la guerre du Vietnam, à propos de laquelle l'historien militaire Bernard Fall disait, en 1967, que le Vietnam, en tant qu'entité historique et culturelle, risquait de disparaître. Il est vrai que les États-Unis n'allaient pas envahir l'Europe de l'Est, mais c'est parce que le débat à l'intérieur des milieux dirigeants américains entre partisans du containment et du rollback avait été gagné par les premiers, principalement grâce à l'armement nucléaire soviétique et au risque de destruction mutuelle assurée que cela entraînait. Mais les intenses efforts de subversion à l'intérieur des pays du «cordon sanitaire» soviétique n'ont jamais cessé.

De plus, les manœuvres américaines contre Mossadegh, Arbenz, Lumumba, Soekarno, Allende, les Sandinistes, et bien d'autres, et aujourd'hui contre Chavez et Morales, montrent qu'il n'y a pas besoin d'envoyer des troupes

pour déstabiliser les gouvernements de certains pays. En fait, on peut soutenir que, si le socialisme s'est souvent présenté sous la forme de dictatures, c'est parce que toutes les tentatives d'y arriver par d'autres moyens ont été écrasées par la force, et principalement, depuis 1945, par les États-Unis.

On peut aussi remarquer qu'aujourd'hui, plus de vingt ans après la chute du Mur, les Américains sont bien aux frontières de la Russie, en contradiction avec les promesses faites en 1989 au naïf Gorbatchev, ayant incorporé presque tous les pays voisins dans l'OTAN, les utilisant pour des «exercices» et y installant des armements que la Russie non communiste juge, à juste titre, comme menaçants. Cela devrait donner à réfléchir à tous ceux qui, consciemment ou non, se sont mis du côté des Américains dans la guerre froide au nom de la «*défense de la démocratie*» et du «*soutien aux dissidents*».

L'invité s'interroge finalement à propos de l'évolution de la situation sociale des populations en ex-URSS: «... Il y a des gens qui vivent plus mal aujourd'hui qu'il y a vingt ans dans ces pays? Vu le temps passé, difficile de s'engager dans une affirmation». Il est intéressant à ce propos de lire dans le rapport des Nations Unies pour le développement (2005): «*Dans la fédération de Russie,*

*l'espérance de vie des hommes est passée de 70 ans au milieu des années 80 à 59 ans aujourd'hui et est inférieure à celle de l'Inde. Une situation qui est due notamment à l'effondrement économique, à la dégradation du système de prévoyance sociale et à la prévalence de l'alcoolisme et des maladies... Si le taux de mortalité se maintient, 40% des garçons ayant 15 ans actuellement mourront avant 60 ans en Russie.* Par contre, à propos de la «dictature» cubaine, on peut lire dans le même rapport: «A Cuba,

*l'espérance de vie est de six ans supérieure à celle de la moyenne du continent. La mortalité infantile y est quatre fois plus faible que la moyenne. Si l'Amérique Latine présentait les mêmes résultats que Cuba, on pourrait y sauver 285.000 enfants par an.*

On remarquera qu'aucune organisation de défense des droits de l'homme ne voit dans ce contraste une «violation des droits de l'homme», en particulier de l'article 22 qui stipule que «Toute personne, en tant que membre de la

société, a droit à la sécurité sociale; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays». J. Kirkpatrick, ambassadrice des États-Unis à l'ONU sous Reagan, considérait les droits économiques et sociaux comme une «lettre au père Noël». Sans doute qu'à Cuba, on croit au père Noël.

## Jean-Marie Chauvier: Le DR, organe de la Pensée Unique?

J'ai lu (en partie) le dernier DR, très riche! Et très intéressant – autant les questions de Pablo Rodriguez que les réponses de J.-M. De Waele – cette «révision» très radicale du passé du socialisme réel, condamné sans réserves, et ce «bilan globalement positif», en somme, de la transition démocratique qui a suivi. J'ai appris que «la nostalgie» du socialisme se rencontrait surtout dans la presse occidentale, et que les gens là-bas n'avaient pas trop à se plaindre.

Il fallait le DR pour me rassurer, me ramener dans le droit chemin!

Pour parler sérieusement: il est plutôt tard que temps de constater que «le socialisme réel» des anciens régimes de l'Est ne fut pas l'Histoire des rêves projetés sur lui par les communistes et les progressistes du monde extérieur à ces régimes. Que ce n'était pas «le socialisme» pour lequel ont combattu des générations de militants, de résistants antifascistes, de combattants

des mouvements de libération – dont les luttes ne sont en rien disqualifiées pour autant, bien qu'elles furent, pour une part, mal inspirées, lourdement trompées par les «élites» de pouvoir à l'Est qui ont bazarde l'idéologie lorsqu'elle n'a plus servi leurs intérêts.

Ce constat d'erreur n'implique pas que l'on doive, par dépit, nier tout apport de ces régimes dans la modernisation de leurs pays ou rejeter toutes expériences sociales, culturelles qui s'y sont accomplies. Encore moins qu'il faille occulter ou minimiser les régressions en tous genres qui ont suivi «la chute du Mur».

Quant au jugement, «nostalgique» ou non, que portent sur le passé socialiste les anciens citoyens de ces pays, je crois qu'il ne faut pas prendre pour «la parole des peuples» ce que disent à toutes les tribunes qu'on leur offre les officiels et les écrivains ou intellectuels académiques «conformes» à ce que l'Occident attend d'eux. Les autres

n'ayant pas plus voix au chapitre que ceux qui, chez nous, pensent «autrement» qu'il ne faut sur ce thème et sur beaucoup d'autres. La «Pensée Unique» n'est pas un mythe!

Pour peu que je sache – je me fonde ici sur de nombreuses enquêtes d'opinion faites en Russie et en ex-RDA – la majorité des gens de l'Est regrettent tantôt «le socialisme», tantôt, et le plus souvent, les acquis sociaux et une qualité de rapports humains qu'ils estiment avoir perdu, tantôt, s'agissant d'anciens dissidents qui n'ont pas choisi la voie néo-libérale, la part d'espoirs et d'utopies que recelait encore le projet de dépasser (en mieux, donc à gauche) le «socialisme réel». En tout cas, les appréciations des anciens de l'Est sur ce passé sont nettement plus partagées que celles – uniformes et caricaturales – des gens de l'Ouest. Y compris dans nos milieux de gauche (et communistes) effrayés à l'idée qu'on puisse encore les soupçonner de «complaisances envers les anciens régimes communistes».

Suite de la page 9

**devrait être prioritaire, considérant l'état des chemins de fer et de la sécurité?**

**OM:** Les patrons des chemins de fers tiennent à une certaine image de marque. Ils sont fiers de la société et veulent en faire une vitrine. C'est la raison principale de la rénovation coûteuse des gares. La SNCB investit dans de grandes gares comme à Charleroi, Mons, ou Liège, mais il faudrait donner d'autres priorités

comme la rénovation de petites gares très fréquentées comme celle de Marchienne-au-Pont ou encore la sécurisation du réseau ferroviaire.

Un des arguments des patrons de la SNCB est qu'il n'y a pas d'argent. Alors pourquoi investir dans ces gares au détriment de la sécurité?

**DR: Un dernier mot par rapport à l'accident?**

**OM:** Je trouve choquant ce qui est arrivé à Hal. Le lendemain, lorsqu'on est amené à conduire un train, on se sent stressé et on ressent une peur certaine. Aujourd'hui, j'ai besoin que ces sécurités soient mises en place sur tout le réseau pour que je puisse continuer à travailler sans cette peur qui vient alourdir mes pressions quotidiennes.

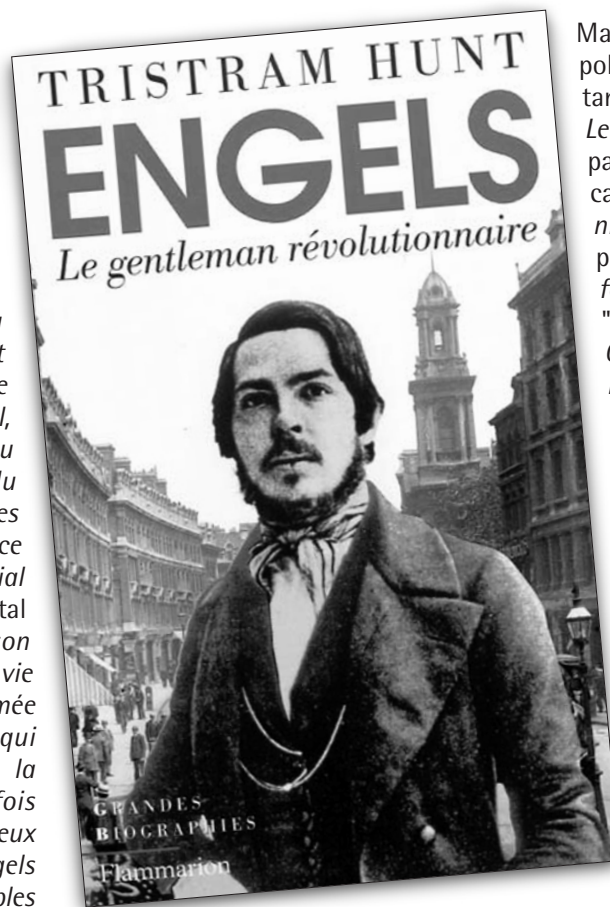
Propos recueillis par  
**Y. BONDO**

# La paternité partagée du marxisme

Tristram Hunt vient de publier une biographie de Friedrich Engels où il s'attache, en près de 600 pages, à rééquilibrer les apports des deux pères du socialisme scientifique, expression bien plus correcte que celle de marxisme.

«Alors qu'il (Engels) était à la tête d'une affaire de coton dans la Manchester de l'ère victorienne, et chaque jour confronté à la chaîne économique du commerce mondial, qui s'étendait des plantations du Sud américain aux filatures du Lancashire en passant par les Indes britanniques, ce fut son expérience des rouages du capitalisme mondial qui se glissa dans les pages du *Capital* de Marx, tout comme ce fut son expérience du travail en usine, de la vie dans les taudis, de l'insurrection armée et du militantisme politique qui contribua au développement de la doctrine communiste. Et, une fois encore, le plus audacieux des deux compères fut de loin Friedrich Engels pour ce qui était d'explorer les multiples ramifications de leur pensée commune, dans les domaines de la structure familiale, de la méthode scientifique, de la stratégie militaire ou de la résistance anticoloniale<sup>1</sup>. Dès cet extrait, on comprend la richesse de l'apport d'Engels repris dans ses nombreux écrits dont les deux chefs-d'œuvre que sont *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* et *Socialisme utopique et socialisme scientifique*.

Comme pour toute biographie, l'historien anglais retrace la vie de Friedrich Engels, de sa naissance au sein d'une famille de riches industriels calvinistes basée à Barmen en 1820 à sa mort à Londres en 1895. L'auteur le fait de brillante manière en replaçant chaque événement dans son contexte. Il réussit en outre à rendre parfaitement compréhensible les diverses avancées théoriques et à expliquer en quoi elles sont des ruptures, des sauts qualitatifs, par rapport à ce qui les précède et les a nourri. Les liens très étroits, quasi fusionnels, avec Marx sont bien connus et le livre n'y apporte guère de révélations. On savait combien Engels avait contribué financièrement à maintenir à flot les finances de Marx.



On connaissait également l'épisode peu glorieux de la naissance de Freddy Demuth, tout comme le rôle trouble joué par Edward Aveling après la mort de Marx. On savait peut-être moins le coût émotionnel que représenta pour Engels le fait de se sacrifier pendant vingt ans en restant à la tête d'une des entreprises textiles appartenant à sa famille. Et ce même si cet épicurien, doté d'une vigueur physique hors du commun, profita largement des plaisirs de la vie que ses revenus lui rendaient accessibles. Le sacrifice ne fut pas que financier. Dès ce moment, Engels accepte de se mettre en retrait, dans l'ombre, de Marx et ce malgré ses grandes facultés intellectuelles.

Le livre insiste sur le fait qu'Engels, plus qu'un simple soutien financier, fut un soutien intellectuel essentiel dans les éléments qu'il apporte mais aussi dans les encouragements continuels à Marx de terminer *Le Capital* et de le publier. Engels était en effet convaincu que cet ouvrage était une avancée fondamentale pour la pensée de l'époque en général et pour l'action révolutionnaire en particulier.

Mais Engels est également le politique et le communicateur du tandem. Ainsi, il retient le fait que *Le Manifeste du parti communiste* passe inaperçu lors de sa publication: «Sorti des presses londonniennes de l'Association allemande pour la formation des ouvriers en février 1848, il se heurta à une "conspiration du silence". Quelques petites centaines de membres de la Ligue des communistes le lurent et une édition anglaise fut publiée en feuilleton dans le *Red Republican* de Harney en 1850, mais il resta confidentiel et sans influence visible à l'époque<sup>2</sup>. C'est pourquoi, à la sortie du *Capital*: «Les deux hommes étaient d'accord: le meilleur moyen d'attirer l'attention consistait à employer une "ruse de guerre" pour que "le livre soit attaqué", afin de créer une tempête dans la presse. Toute la panoplie moderne de manipulation médiatique et de marketing littéraire fut donc déployée; et Engels, le meilleur agent publicitaire de Marx, pondit une série de recensions à destination de la presse anglaise, américaine et européenne, changeant le ton selon le type de journal auquel il écrivait».

Ce pragmatisme est une caractéristique d'Engels qui ne négligeait jamais de passer de la théorie à la pratique, comme lorsqu'il participe à la campagne militaire en Bade en 1848, mais surtout lorsqu'il s'implique politiquement. Et c'est une face moins sympathique du duo que l'on découvre alors. Et d'un défaut de la gauche radicale qui apparaît, non comme une nouveauté, mais plutôt comme consubstantiel de celle-ci: «En riposte aux dégâts politiques occasionnés par Kriege, le Comité de correspondance communiste de Bruxelles – qui, à l'époque, ne comptait que dix-huit hommes – décida, pour l'un de ses premiers actes publics, d'exclure un membre fondateur. Dans la 'circulaire contre Kriege', signée par Engels, ils accusaient leur ancien collègue de 'solennité puérile', d'invraisemblable sensiblerie, d'atteinte à la morale des travailleurs et de

déviance inacceptable par rapport à la ligne communiste officielle. (...) En un tournemain, cette circulaire glaciale préfigurait magistralement ce que le siècle et demi à venir allait entraîner comme exclusions, dénonciations et purges politiques dans les partis de gauche. Dès le début, Engels tenait les commandes ; au fil des décennies, sa dévotion envers Marx le conduirait à instaurer une discipline de fer au sein du parti, à mener une véritable chasse aux hérétiques et d'une manière générale à jouer au Grand Inquisiteur pour défendre la véritable foi communiste<sup>3</sup>.

Une biographie très riche donc, qui permet de mieux appréhender et comprendre les origines du socialisme scientifique et qui ne fait pas l'impasse sur les contradictions d'une figure souvent méconnue, dont la principale était que l'argent qui finançait le duo provenait de l'exploitation capitaliste. Si cela gênait plus Engels que Marx, cela nous vaut un passage d'anthologie plus interpellant encore à notre époque : «*Engels possédait un portefeuille juteux et bien garni : à sa mort, l'examen de ses papiers révéla des participations évaluées à vingt-deux mille six cents livres (quelque 2,2 millions de livres d'aujourd'hui, soit 2,75 millions d'euros) (...) Par chance, investir à la Bourse n'était pas jugé contraire à l'orthodoxie du parti. Tu as raison de qualifier le tollé contre la Bourse de petit-bourgeois. Elle ne fait qu'orchestrer la distribution de la plus-value déjà volée aux travailleurs...*», expliqua-t-il à Bebel (...)»<sup>4</sup>. Mais la plus grande force de ce livre est d'humaniser une figure peu connue, de révéler l'homme dans toutes ses contradictions et ce par-delà les statufications dont il sera l'objet. Mais aussi de montrer qu'un bon biographe qui maîtrise son sujet peut lever la première contradiction à laquelle on pense en abordant un tel livre : comment faire la biographie de quelqu'un qui a théorisé le rôle des masses ? La réponse est simple : en prenant en compte le fait qu'Engels intégrait le rôle de l'individu.

**JULIEN DOHET**

<sup>1</sup> Engels, *Le gentleman révolutionnaire*, de Tristram HUNT, Flammarion, coll. *Grandes biographies*, Paris 2009, pp. 20-21.

<sup>2</sup> p. 203. <sup>3</sup> p. 186. <sup>4</sup> p. 355.

# Pour une économie citoyenne

La crise financière et bancaire, due aux spéculations débridées de tenants de l'ultralibéralisme ne prenant que le seul profit immédiat en considération, a eu des effets néfastes considérables sur l'économie réelle, celle qui relève de la production réelle et qui engendre des emplois, provoquant de ce fait une crise sociale profonde.

*L'économie au service des gens* est le titre de l'ouvrage d'une grande actualité que viennent de publier, aux éditions *Couleur Livres*, Yves de Wasseige, ingénieur et économiste, mais aussi impliqué dans l'éducation permanente, et Francis de Walque, militant syndicaliste engagé dans la défense et la promotion des services publics au sein du mouvement altermondialiste.

Les auteurs se livrent d'abord à une approche pédagogique du dossier en traçant, par exemple, l'évolution historique du capitalisme, d'abord marchand, puis sauvage avec la révolution industrielle, puis plus civilisé après la Seconde Guerre mondiale, pour redevenir plus débridé et, enfin, essentiellement financier.

On a abouti donc à une crise financière et bancaire qui, en peu de temps, a pris une ampleur telle que les gouvernements et les institutions publiques, comme les banques centrales, n'ont pas hésité à engager des montants considérables pour tenter de juguler le processus et, n'y parvenant pas, ont dû mobiliser des montants tout aussi considérables pour sauver les banques menacées de faillite. En fin de compte, cette crise a apporté la preuve de l'inexactitude des postulats néo-libéraux, en ce sens qu'il est apparu que les marchés n'assurent pas l'équilibre et la régulation et que le recours de l'État est nécessaire après que les mécanismes de contrôle mis en place se soient avérés insuffisants ou inefficaces.

Les auteurs préconisent une série de mesures pour encadrer le capitalisme



financier : levée du secret bancaire, interdiction aux banques de détail de jouer sur les marchés financiers, soumission à autorisation et contrôle des banques d'affaires et des organismes financiers, réglementation des fonds spéculatifs, interdiction des paradis fiscaux, encadrement des produits dérivés, réduction des crédits bancaires pour la spéculation, réforme des agences de notation, modification des normes comptables, réglementation de la nature des actifs des banques, autonomie pour les sociétés de vérification et de certification des comptes, elles-mêmes soumises au contrôle, limitation des rémunérations des dirigeants des grandes sociétés, interdiction des ventes à découvert et adoption d'une taxe sur chaque transaction bancaire.

Bien comprendre les dossiers et les questions qui se posent est un chantier majeur pour peser sur les changements indispensables. Il ne suffira pas de quelques réformettes financières ou bancaires mais il faudra passer, sans doute par étapes, à un autre système économique.

«*Seule la 'société civile', à savoir les citoyens eux-mêmes ainsi que les organisations et associations qu'ils ont créées, peuvent être les porteurs de ces transformations fondamentales*», concluent les auteurs.

**JOSÉ VANDERVEEREN**

*L'économie au service des gens*, de Yves DE WASSEIGE et Francis DE WALQUE, publié aux éditions *Couleur Livres*, 160 pages, proposé au prix de 16 euros.

Informations : [www.couleurlivres.be](http://www.couleurlivres.be)

# Les rendez-vous Premier Mai du Parti

## BORINAGE

La Fédération Boraine du Parti Communiste et le CECO (Cercle d'Éducation et de Cultures Ouvrières) organisent un meeting-débat à la «Maison ouvrière», 272 rue Jules Destrée à 7390 Quaregnon (sur la route de Mons à Hornu) avec, à partir de 14h, des prises de parole de Jean Delval, au nom de l'Unité Populaire, de Fabien Dortu sur l'agriculture paysanne et le défi d'un communisme vert, et de Pierre Amoroso sur les initiatives du PC. Afin d'associer ce rendez-vous militant à une atmosphère conviviale, un apéro-barbecue est assuré à partir de midi. Il est souhaité de s'y inscrire.

Inscription et adresse de contact :

Martine Casterman,  
70 rue de Flénu à Cuesmes.  
Tél.: 065 84 28 21.  
E-mail:  
leonce.casterman@gmail.com

## LIÈGE

Une autre initiative unitaire, un meeting associant le PC au Parti du travail de Belgique (PTB), se tiendra le 1<sup>er</sup> mai à 11h sur la place St-Paul à Liège.

Sur le thème «*Ne payons pas leur crise !*», prendront la parole : Véronique De Keyser, députée européenne PS, Marc Goblet, président de la FGTB Liège-Huy-Waremme, Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB, et Pierre Eyben, porte-parole du PC.

## BRUXELLES

Cherchant à ne pas rester dans le formatage des célébrations du genre «kermesse», la Régionale de Bruxelles du PC participera à la désormais traditionnelle manifestation du 1<sup>er</sup> Mai qui partira de la commune de Saint-Gilles et finira en rejoignant à la Place Rouppe la concentration organisée par la FGTB où, par ailleurs, La Régionale de Bruxelles du PC ainsi que *Le Drapeau Rouge* tiendront un stand (situé du côté de l'avenue de Stalingrad). Le départ de ce défilé unitaire est fixé à 13h à la place Van Meenen (devant l'Hôtel Communal de Saint-Gilles).

## Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Collette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 av. Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place de Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint Gilles.

## Sommaire

### L'invitée du mois

Anne Demelenne :  
Pour un plan de relance éco-solidaire  
Propos recueillis par  
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 à 4

### Économie

Au-delà de l'odyssée grecque  
Europe :  
fiasco économique, guerre sociale  
Maurice MAGIS, pp. 5 et 6

### Social

Maisons médicales :  
Accès à la santé pour chacun,  
projet de société pour tous  
Isabelle DECHAMPS, pp. 7 et 8

La voie d'un cheminot,  
Propos recueillis par Y. BONDO, pp. 9 et 17

### Réflexion

Quelle alternative au néolibéralisme ?  
Refondation du modèle européen  
ou repli sur l'État-nation ?  
Sophie HEINE, pp. 10 et 11

### Social

Carrefour :  
Solidarité avec les travailleurs !  
Pierre EYBEN, p. 12

### Interview

Germain Dufour : «*Le recul  
de la chrétienté est une bonne chose*»  
Propos recueillis par Pierre EYBEN, pp. 13 et 14

### Débat

Chute d'un mur et d'un système : Réactions  
Claude RENARD :  
Le productivisme a dénaturé le marxisme  
Jean BRICMONT :  
Croire au père Noël ?  
Jean-Marie CHAUVIER :  
Le DR, organe de la Pensée Unique ?  
pp. 15 à 17

### Livres

La paternité partagée du marxisme  
Julien DOHET, p. 18 et 19  
Pour une économie citoyenne  
Jos VAN DERVEEREN, p. 19



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Adresse : 4, rue Rouppe  
1000 Bruxelles

Tél. : 0477 202 953  
02 537 66 81

Adresse électronique : dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros : 15 €  
- à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €  
Abonnement de grand soutien : 50 €  
Chômeurs, étudiants : 8 €

Banque ING : 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur  
le bulletin de virement en communication. Merci !